# AU-DELÀ
## les partenariats euro-méditerranéens

# DES FRONTIÈRES
## par ceux qui les font

# BEYOND
## the Euromediterranean partnerships

# BORDERS
## by those who make them

Éditorial – M. Laurent Fabius • **04**
Éditorial – Comité organisateur • **07**
Introduction • **09**

**Économie durable** • **11**
MedPAN • **12**
GWS • **14**
STRATEAU • **16**
Gouvernance et financement du secteur de l'eau • **18**
Mer Rouge – Mer Morte • **20**
MedAMIN • **22**
Medolico • **24**
Olive Oil Without Borders • **26**
Programme d'appui aux exportations d'huile d'olive palestinienne • **28**

**Réseaux d'Avenir** • **33**
AREAS • **34**
InfraMed • **36**
MedGrid • **38**
E-MedMed • **40**
HOMER • **42**
MedMem • **44**
EuroMed Invest • **46**
Women's Business Forum • **48**
Jeunes femmes créatrices d'emploi • **50**
Parachèvement de l'axe trans-maghrébin • **52**
Zone industrielle israélo-jordanienne • **54**
Parc industriel de Bethléem • **56**

**Cultures de Paix** • **61**
Erasmus + • **62**
e-twinning • **64**
Euromed Mobilities • **66**
Université de Fès • **68**
Manuel d'histoire • **70**
Fondation des femmes de l'Euro-Méditerranée (FFEM) • **72**
Cartooning for Peace • **74**
DAWRAK • **76**
MEDLIHER • **78**
EuroMed Heritage IV • **80**
20/20 • **82**
Cercle des Parents - Forum des familles • **84**
Souk el Tayeb • **86**

Index • **91**

Remerciements • **96**

Sous le Haut Patronage de
Monsieur François HOLLANDE
Président de la République Française

# CONFÉRENCE

# « AU-DELA DES FRONTIERES : LES PARTENARIATS EURO-MEDITERRANEENS PAR CEUX QUI LES FONT »

# Méditerranée des projets

## Message de Laurent Fabius

Le Palais du Luxembourg accueille les 19 et 20 juin 2014 une série de rencontres sous le titre « Au-delà des frontières : les partenariats euro-méditerranéens par ceux qui les font ». A cette occasion, le Forum pour la Paix publie cet ouvrage répertoriant des projets innovants dans la région.

C'est une initiative utile, dont je félicite les auteurs. Elle met en avant des actions concrètes en faveur du développement économique et social de la région méditerranéenne. Les projets présentés concernent de nombreux domaines – culture, éducation, environnement, sécurité… Ils illustrent la variété et le dynamisme des coopérations entre les deux rives.

La France souhaite et encourage à la montée en puissance de ces coopérations. Elles sont essentielles alors que, côté sud, les sociétés connaissent des évolutions majeures. Les attentes des populations, particulièrement les jeunes, sont fortes sur tous les plans. Il existe une soif de développement, d'éducation, de culture, de liberté. Nous devons y répondre par un partenariat ambitieux. La proximité issue de notre histoire commune nous y conduit. C'est l'esprit de la « Méditerranée des projets » que le Président de la République a appelé de ses vœux lors du sommet de La Valette, en octobre 2012.

Pour réussir, la volonté politique doit s'appuyer sur les initiatives issues de la société civile – entreprises, associations, universités, acteurs culturels. Les projets répertoriés dans cet ouvrage couvrent des domaines très larges, dont la perspective est un développement partagé et intégré entre les rives nord et sud. Je pense à l'établissement de filières productives communes (ce qu'on appelle la co-localisation), au rapprochement des cadres réglementaires et normatifs, à la mise en place de réseaux de transports et d'énergie, au partage du savoir-faire en matière d'agriculture, de santé, d'éducation, de culture, ainsi qu'à des actions communes face aux défis du dérèglement climatique.

Ces projets permettent de tisser des liens concrets et de prendre conscience de notre communauté de destin. Ils contribuent à la paix et à la prospérité. Ils s'inscrivent dans une vision à plus long terme. Alors qu'en Asie et en Amérique,

de grandes régions économiques se constituent, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique ont vocation à se rapprocher et à valoriser leurs complémentarités. Cet ouvrage est une première étape, qui sera prolongée par une plateforme numérique participative. Elle permettra à terme de répertorier l'ensemble des projets de coopération en cours en Méditerranée. Elle favorisera les contacts et la connaissance mutuelle entre le nord et le sud. Surtout, elle agira comme un multiplicateur de coopérations par la diffusion des projets existants. Je salue

**Laurent Fabius,**
Ministre des Affaires étrangères
et du Développement international

# En avant l'Euro-Méditerranée.

## Pourquoi, aujourd'hui, l'Euro-Méditerranée est-elle notre étendard ?

Il y a, d'abord, notre conviction ancienne et profonde que réussir à conférer à cet espace une réalité commune et partagée assurera une plus grande prospérité aux sociétés civiles concernées, du Sud comme du Nord, dans tous les domaines. Depuis de nombreuses années, nous nous sommes attelés, chacun à notre manière, à faire exister ce pont pour assurer la pérennité d'un avenir commun, euro-méditerranéen. Nous savons qu'il existe des difficultés, qui sont de nature politique, culturelle ou financière, mais nous savons aussi que la seule volonté des femmes et des hommes peut permettre de les surmonter. Aujourd'hui, nous souhaitons mettre en lumière cette volonté même, en offrant aux porteurs de projets de coopération des deux rives de la Méditerranée, de la plus petite à la plus grande échelle, la possibilité de s'exprimer et de se rencontrer.

Nous vous proposons d'être les témoins aujourd'hui de cette effervescence. Le projet « Success 4 Med » que nous lancerons à l'issue de la rencontre, s'inscrit aussi en ce sens avec un objectif simple - que la coopération renforcée de demain se fonde sur les succès des partenariats d'aujourd'hui.

Il y a, ensuite, l'actualité politique en Europe et en Méditerranée, elle doit nous alerter et nous mobiliser. Le désir des uns de revenir à une Europe des nationalismes, l'empressement des autres à étouffer les aspirations démocratiques qui avaient donné naissance aux printemps arabes, pourraient nous accabler. Nous considérons au contraire qu'elles nous obligent à redoubler d'efforts. Nous appelons de nos vœux la création d'un réel espace euro méditerranéen, un espace ouvert, dédié aux échanges, où les idées et les personnes circulent librement. La réussite d'un tel projet sera la plus belle réponse à ce retour des conservatismes. Faire gagner l'Euro-Méditerranée, c'est une victoire commune pour l'Europe et la Méditerranée, c'est une victoire pour notre avenir.

**Bariza Khiari,**
Vice-présidente du Sénat français

**Miguel Ángel Moratinos,**
Ancien Ministre des Affaires étrangères de l'Espagne, ancien Envoyé spécial de l'Union européenne pour le Processus de paix au Moyen-Orient

**Ofer Bronchtein,**
Président-fondateur du Forum pour la Paix

# Introduction

## « Au-delà des frontières : les partenariats euro-méditerranéens par ceux qui les font »

Bassin marchand, passage prometteur, porte de l'Orient, la Méditerranée est au cœur des échanges régionaux et internationaux. Les projets de coopération en cours et à venir, portés par de multiples organisations publiques ou privées, par des personnalités ou des institutions, consolident cet espace. Lors de la conférence de Barcelone, l'Union européenne s'engagea dans un processus qui aboutit en juillet 2008 à la création de l'Union pour la Méditerranée. La volonté de construire un partenariat durable, économique et social fut réaffirmée. Les mouvements qui bouleversèrent les côtes du Sud de la région posent de nouveaux défis et exigent des réponses concrètes à une demande citoyenne.

Carrefour des peuples, des religions et des cultures, la Méditerranée concentre à la fois harmonie et désordres. La diversité de cette région, son histoire, sa géographie mais aussi ces communautés peuvent s'entrechoquer. Les tensions ravivées créent alors instabilité et méfiance. A l'inverse, renforcer la connaissance mutuelle, favoriser les échanges et inciter à la renaissance des relations peut consolider cet espace prometteur.

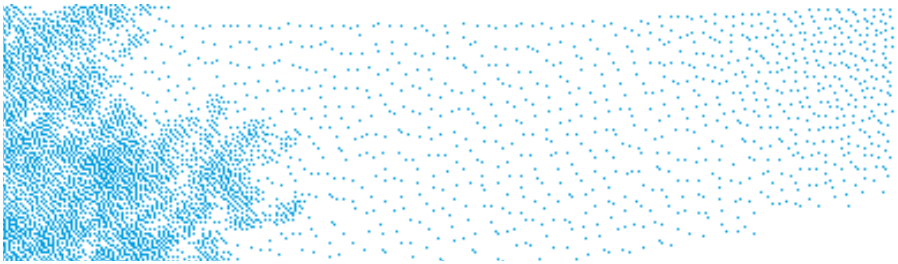
Notre engagement et notre volonté, sans cesse renouvelés, visent à transformer la zone euro-méditerranéenne en un espace de paix et de prospérité. Actuellement, il n'existe pas de réponse claire aux défis qu'elle rencontre. Il est essentiel que les dirigeants locaux parviennent à se concentrer, ensemble, sur les intérêts communs. Aujourd'hui, ce dialogue mutuellement avantageux doit être renforcé et élargi.

En portant un éclairage sur des projets aboutis ou en cours, cette rencontre a pour ambition d'inviter des acteurs de la région à s'engager à plus de coopération. Elle vise à mettre en lumière et à donner une impulsion nouvelle à des projets conformément à l'axe directeur de la « Méditerranée de projets » fixée par le Président de la République française. Des modèles de partenariats qui fonctionnent sont proposés. Trois secteurs majeurs ont été identifiés : l'économie durable, les réseaux d'avenir et les cultures de paix. Chaque partenaire a un rôle, consolidant un espace multipolaire. Les politiques et les porteurs de projets mettront en avant, dans leurs interventions, les éléments clés du succès de leurs initiatives et constitueront ensemble, une « boîte à outils » de la coopération méditerranéenne.

# Économie durable

*Agriculture, eau, environnement*

**L'agriculture, la gestion des ressources en eau et la protection de l'environnement sont au cœur des enjeux économiques auxquels les pays Méditerranéens doivent faire face. Une gestion commune et pertinente des ressources dont ces pays disposent est indispensable pour assurer un avenir durable.**



2008-2014 Albanie, Algérie, Chypre, Croatie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, Slovénie, Tunisie, Turquie

## MedPAN : Développement d'un réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée

Le réseau compte à ce jour 8 membres fondateurs : Parc National de Zakynthos (Croatie), Agence Égyptienne des Affaires Environnementales, Fondation WWF France, Parc National de Port Cros (France), Ville d'Agde - AMP des Posidonies du Cap d'Agde (France), WWF Italie / Réserve Naturelle Marine de Miramare, Institut de la République de Slovénie pour la tutelle de la nature, WWF Turquie
S'ajoutent à ces fondateurs 46 membres et 31 partenaires des 18 pays méditerranéens.

L'association MedPAN, créée en 2008 sous la coordination technique du WWF France a pour objet de promouvoir la création, la pérennisation et le fonctionnement d'un réseau méditerranéen d'aires marines protégées.

L'objectif est de préserver l'écosystème marin méditerranéen à travers l'utilisation d'un réseau écologiquement cohérent d'aires protégées. Ce projet vise également à renforcer l'efficacité de la préservation de la biodiversité marine et côtière, à travers la création d'un réseau d'aires marines protégées en Méditerranée.

### *En quelques chiffres*

Le réseau existe depuis 1990. Il est animé depuis 2010 par l'association MedPAN, une structure pérenne avec des financements propres créée à la fin 2008. Aujourd'hui, l'association compte 54 membres qui gèrent plus de 80 aires marines protégées en Méditerranée avec 31 partenaires de 18 pays autour de la Méditerranée.

### *Concrètement*

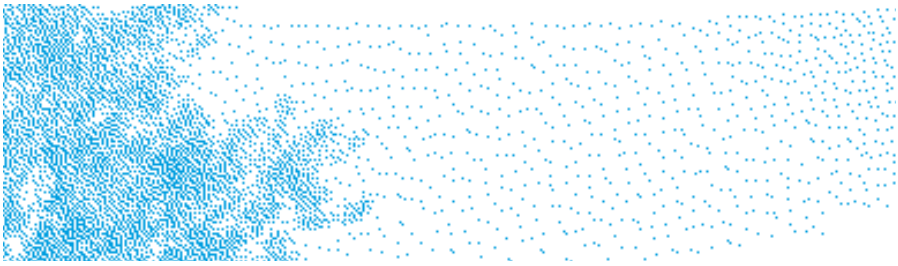
MedPan s'attache à la mise en œuvre d'activités dans cinq composantes :
1. Aspects innovants de la gestion des AMP
2. Gestion durable de la pêche dans les AMP
3. Gestion durable du tourisme dans les AMP
4. Communication
5. Gestion du projet

Dans chaque composante, la structuration d'activités de réseau transnationales (recommandations communes, outils communs...) se décline systématiquement par une mise en œuvre d'activités de gestion concrètes (suivis, aménagements, concertation, communication) dans plusieurs AMP.
Le projet contribue aux différentes politiques européennes concernées : Directive Habitats, Plan d'action pour la biodiversité, Directive marine, Politique Commune des Pêches, Politique Maritime, Tourisme et à leur mise en œuvre dans les politiques territoriales dans chacun des pays concernés, ainsi qu'aux politiques nationales. Les activités de protection durable de l'environnement marin, notamment en matière de pêche et de tourisme durables, ont vocation à pérenniser l'emploi, voire à permettre la création de nouveaux emplois dans ces deux domaines.



***Contact***

Puri CANALS, Présidente de MedPAN - pcanals@depana.org



2010 - en cours

Pays partenaires du PNUD

**GWS : Global Water Solidarity**

Global Water Solidarity est une plateforme institutionnelle facilitant la gestion des services d'eau et d'assainissement au niveau local. Ce projet invite les institutions locales à plus de coopération et constitue un instrument pour renforcer l'offre de prestation de services face à des contraintes techniques, politiques ou financières.

GWS complète l'initiative ART (Articulation of Territorial Networks for Sustainable Human Development), qui promeut le développement durable à l'échelle locale. GWS et ART sont deux outils de la coopération décentralisée mis en place par le PNUD et ses partenaires.

L'objectif de la GWS est d'établir des partenariats entre institutions territoriales sous-nationales assurant une distribution de services développée et des institutions territoriales sous-nationales où l'accès n'est pas encore assuré. Le projet répond plus largement aux objectifs du millénaire pour le développement et l'après 2015. Il s'agit d'intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle de déperdition des ressources environnementales.

### *Concrètement*

Ces partenariats passent par l'utilisation de mécanismes de solidarités décentralisés. Ils permettent la provision de ressources financières supplémentaires, le renforcement des capacités locales et le transfert de technologie. Ces mécanismes sont guidés par un cadre de référence dont les critères sont: la disponibilité, la qualité, l'acceptabilité, l'accès, le prix abordable, la globalité et la viabilité des services.

Le bureau de Genève conduit des études de faisabilité auprès des acteurs locaux intéressés par la coopération décentralisée avec les autorités municipales. A cela s'ajoute l'assurance d'une standardisation des mécanismes de solidarité et une proposition de cadres techniques intégrés. L'action de GSW tourne autour de deux piliers centraux:

• Gestion et partage de connaissances.
• Harmonisation des partenaires et des interventions.

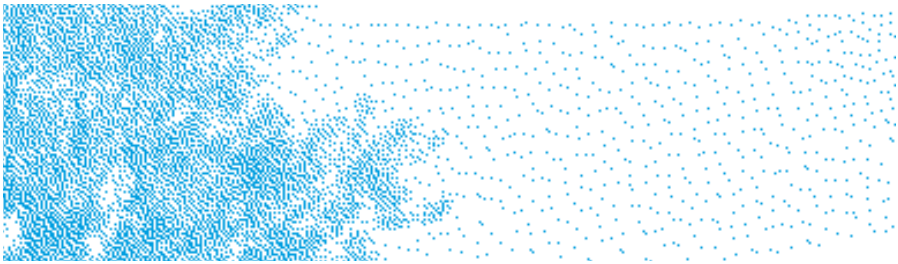
Une série de services est mise à disposition des institutions. Il s'agit de:

• «Global Water Solidarity Reconnaissance»: certificat d'agrément. Ce certificat soutient le renforcement de la position des mécanismes de solidarités via-à-vis des institutions locales et nationales.
• «La charte internationale pour la promotion de mécanismes de solidarité»: engagement public des institutions pour la promotion des mécanismes de solidarité.
• Réseau technique sur demande: facilitation de la coopération technique parmi les acteurs impliqués.
• Promotion active au débat internationale: participation active de GWS et de ses membres aux forums internationaux sur l'eau et l'assainissement.



***Contact***

Jean Philippe BAYON, Expert senior, PNUD – jean-philippe.bayon@undp.org
Ivan DRAGANIC, Spécialiste partenariat et programmes, PNUD – ivan.draganic@undp.org



Novembre 2014 - Novembre 2018

Jordanie, Liban, Palestine, Maroc, France.

## Adaptation à la pénurie d'eau et à la sécheresse: Utilisation de l'outil 'STRATEAU' pour la GIRE

STRATEAU sert de support de coopération en Méditerranée afin de contribuer à la paix, un outil commun pour la gestion quantitative des ressources en eau: STRATEAU pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et l'adaptation au changement climatique.

L'objectif est de fournir, grâce à Strateau, des indicateurs et recommandations aux pays, autorités de bassin et entités régionales, qui pourront démarrer leur planification nationale et internationale, et éventuellement réviser leurs structures de gouvernance actuelles.

Les équipes techniques concernées sont: Ambassade de l'Eau – Ministère jordanien de l'eau et de l'irrigation – Ministère libanais de l'énergie et de l'eau – Ministère palestinien de l'eau – Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN) – Agence Seine-Normandie de l'eau – Agence Rhône-Méditerranée de l'eau – Agence corse de l'eau. (Chercheurs et Experts universitaires des réseaux partenaires de l'Union Méditerranéenne des Jeunes Ambassadeurs de l'Eau (UMJAE), exemple: Réseau Méditerranéen des Écoles d'Ingénieurs "RMEI")

Seront mis en place échanges, manifestations, événements, études et expertises, auxquels se joint l'organisation de réunions de la composante technique pour l'implémentation des données locales dans STATEAU. Le Club des utilisateurs STRATEAU sera animé grâce aux réseaux universitaires partenaires de l'UMJAE (Union Méditerranéenne des Jeunes Ambassadeurs de l'Eau), les centres de recherche, les collectivités, les ministères en relation permanente avec les Jeunes Ambassadeurs de l'Eau-JAE.

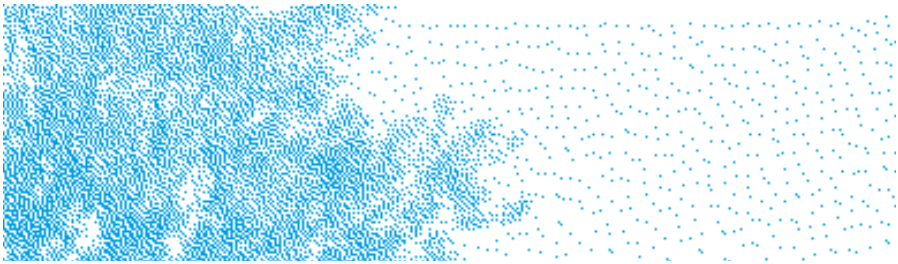
***Concrètement***

À ce jour, l'outil STRATEAU a été utilisé dans le cadre de l'UMJAE en partenariat avec l'équipe française de l'Union pour la Méditerranée (UpM), du MEDDED et des agences de l'Eau des quatre pays du bassin méditerranéen (Italie, Liban, Maroc, Palestine). Les données quantitatives des bassins français et de certains bassins de pays du sud méditerranéen sont implémentées dans STRATEAU. Cet outil a été sélectionné comme solution par le Conseil Mondial de l'Eau et a été présenté au Village des Solutions du Forum Mondial de l'Eau qui s'est tenu à Marseille en 2012 et où l'État français s'est engagé officiellement à favoriser sa mise en place dans tout le bassin méditerranéen. A long terme, les pays du Sud de la Méditerranée seront appelés à un partage d'expérience et de connaissances. Les données seront mutualisées pour la mise en place d'une véritable GIRE et préparer l'avenir face au changement climatique.



***Contact***

Jeannette PRETOT, Présidente de l'Ambassade de l'Eau - ambassadedeleau@orange.fr



| | |
|---|---|
| 2013 - 2016 | Jordanie, Tunisie - Autres pays intéressés : Maroc, Palestine, Albanie, Égypte, Liban - UpM, GWP-Med, OCDE - Partenaires financiers : SIDA (Agence Suédoise de Développement International), BEI |

## Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée

En région méditerranéenne et en dépit de l'allocation de fonds publics et de flux d'aide importants, les pays n'arrivent très souvent pas à faire face aux besoins de financement que les stratégies et les plans de développement du secteur de l'eau exigent. D'autre part, à la suite des récents mouvements de contestation et des profonds changements politiques, économiques et sociaux qui en ont découlé, les citoyens revendiquent un rôle plus important dans les processus décisionnels des services essentiels tel que l'approvisionnement en eau potable et assainissement. La question de la bonne gouvernance s'est donc retrouvée au cœur des débats dans le secteur. Ce projet favorise une meilleure compréhension des conditions de gouvernance propices à une prestation des services d'eau et d'assainissement durable et à une participation bénéfique du secteur privé.

Le projet vise à fournir aux autorités les outils et les comparaisons internationales susceptibles de les aider à améliorer les conditions de gouvernance dans le secteur des services de l'eau et de l'assainissement. Il se base sur des dialogues nationaux d'environ un an, ainsi que sur une plateforme d'échange régionale, pour identifier et analyser les défis de gouvernance à

la mobilisation de financements à travers des partenariats public-privé. L'initiative appuie le développement de plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales.

***Concrètement***

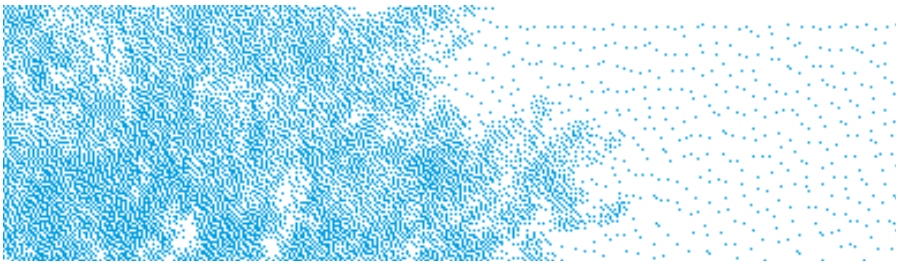
Au niveau national :
• Une série d'études par pays, développées au travers de consultations nationales.
Au niveau régional :
• Des dialogues régionaux pour le partage d'expériences et la promotion de diffusion et la réplication de pratiques réussies.

La première phase est terminée, en Jordanie et en Tunisie :
• Les consultations et dialogues avec les pays ont eu lieu ;
• Cela a donné lieu à la rédaction d'un rapport pour chaque pays comprenant un diagnostic consensuel des obstacles de gouvernance, des recommandations concrètes de politique et un plan d'action assorti de mesures concrètes et d'un calendrier.



***Contact***

Union pour la Méditerranée - water@ufmsecretariat.org - +34 93 521 41 61
http://ufmsecretariat.org/environment-water
Anthi BROUMA, GWP-Med - anthi@gwpmed.org
Céline KAUFFMANN, OCDE - celine.kauffmann@oecd.org



2005 - en cours

Jordanie, Israël, Palestine

**Mer Rouge – Mer Morte**

Le projet de réhabilitation de la « Mer Rouge – Mer Morte », constitue un élément pertinent du processus de paix.

Accrédité et financé en partie par la Banque Mondiale et l'Agence française de Développement (AFD), il s'agit de sauvegarder la Mer Morte en transférant de l'eau de la Mer Rouge à la Mer Morte par un canal, long de 180 kilomètres. Le « Canal de la paix » permettra d'autre part de produire des ressources d'eau douce supplémentaires pour les trois pays bénéficiant du projet.

En réaction à la rapide disparition de la Mer Morte, une première étude de faisabilité avait été demandée en 2005 à la Banque Mondiale par les responsables jordaniens, israéliens et palestiniens. En 2013, une seconde étude a débouché sur un rapport de faisabilité. Les donateurs pour la mise en place de ces études sont: la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, la Hollande, la Suède et les États-Unis.

### *En quelques chiffres*

Il est possible d'acheminer jusqu'à 2 milliards de m3 d'eau de la Mer Rouge vers la Mer Morte par an.
Les 400 mètres de dénivelé entre l'entrée et la sortie du Canal de la paix seront être utilisés pour faire tourner des turbines et produire de l'électricité.

### *Concrètement*

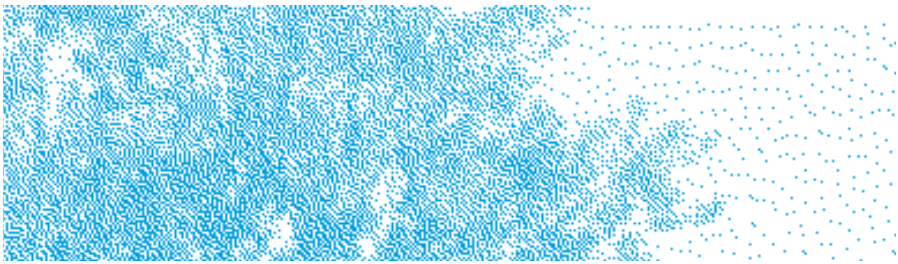
Les études de faisabilité ont permis :
• D'anticiper l'impact environnemental ;
• D'examiner la rentabilité des opérations ;
• D'analyser les alternatives au projet de transfert mer Rouge – mer Morte ;
• D'amener les trois parties à discuter des besoins en eau sur le long terme.

Les résultats du programme de faisabilité sont disponibles sur www.worldbank.org/rds. Ce rapport tient compte des consultations publiques et des rencontres entre parties prenantes à chaque étape du projet.



***Contact***

Alexander McPHAIL, Chef de groupe de travail, Banque Mondiale : amcphail@worldbank.org
Stephen LINTNER, Consultant senior, Banque Mondiale : slintner@worldbank.org



2014 - en cours

FAO, CIHEAM (centre international de hautes études agronomiques méditerranées), Albanie, Algérie, Chypre, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie

## Med AMIN : Mediterranean Agricultural Markets Information Network

Le réseau MED AMIN entend renforcer la transparence et l'information sur les marchés des produits agricoles afin d'éviter l'excessive volatilité des prix et renforcer la sécurité alimentaire.Ce réseau s'inspire de l'initiative AMIS (Agricultural Market Information System) mise en place dans le cadre du plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture adoptée en 2011 sous présidence française du G20, et rassemblant les membres du G20 et 7 pays parmi les grands producteurs ou consommateurs de céréales (mais, riz, blé, soja). Lancé en 2014 à Paris et entériné par les 13 ministres de l'agriculture des pays membres du CIHEAM en févier 2014 à Alger, il devrait se traduire par une harmonisation du contenu des bilans céréaliers effectués au niveau des différents États, une mise en cohérence des systèmes de collecte de données et une mise en partage de l'information recueillie.

Ce réseau, qui s'intéressera dans une première phase aux produits céréaliers (blé, maïs, orge et riz), sera coordonné par le CIHEAM et son Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM). Il travaillera en relation avec le secrétariat d'AMIS hébergé par la FAO à Rome.

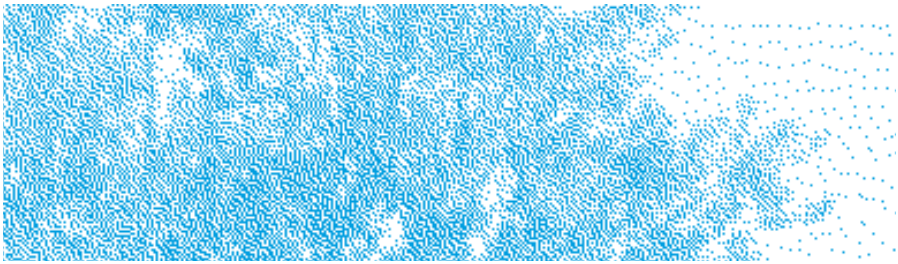
***Concrètement***

Les premiers travaux relatifs à l'harmonisation des bilans céréaliers ont été engagés sous l'égide du CIHEAM et l'avancement de l'initiative sera examinée lors de la seconde réunion du réseau programmée en Turquie en novembre 2014.



***Contact***

Pascal BERGERET, IAMM de Montpellier - pascal.bergeret@iamm.fr



2014 - en cours

Chypre, Israël, Italie, Jordanie et Portugal

**MEDOLICO** Ce projet a été lancé par le consortium NIREAS-International Water Research Center et l'Université de Chypre. Les partenaires sont Ben-Gurion University of the Negev, MATIMOP (Centre Industriel Israélien pour la Recherche et le Développement), Unioncamere Liguria, Universita deglo Studi di Genova, Jordan University of Science and Technology, Laboratorio National de Energia e Geologia.

Actuellement, la plupart des pressoirs d'huile d'olive dans la région méditerranéenne utilisent uniquement des méthodes de traitement basiques des eaux usées tels que l'évaporation ou le rejet dans les zones environnantes aux installations. Or, ces eaux sont très polluantes et difficiles à traiter. MEDOLICO vise à améliorer ce processus.

L'objectif est de réduire les risques environnementaux liés à l'industrie de l'huile d'olive par la coordination des recherches et des moyens de production. MEDOLICO vise à améliorer le traitement des eaux usées provenant des pressoirs d'huile d'olive par un travail conjoint de recherche et d'évaluation.

Dans un premier temps, une évaluation sera menée concernant la performance des procédés technologiques existants pour traiter les eaux usées liées à la production d'huile d'olive. Il sera ensuite question d'évaluer comment les eaux traitées peuvent être réutilisées par les pays.

***Concrètement***

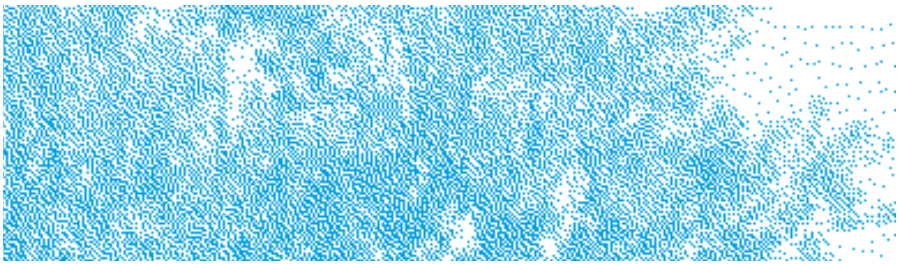
Un rapport commun sur l'état des infrastructures existantes et leur performance sera rédigé. Les opportunités commerciales offertes par certains des composants présents dans les eaux usées (phénols en particulier) comme produits pouvant être utilisés par d'autres industries (par exemple cosmétiques, alimentaires, carburant bio) seront identifiées.

Un projet pilote à Chypre, en Israël et en Jordanie sera mise en place. La faisabilité de mise en place de plans de traitement des eaux usées dans les pays concernés par le projet sera évaluée.



***Contact***

MEDOLICO - medolicoproject@gmail.com



2005 – 2008
2011 – en cours

Israël et PalestineNear East Foundation, USAID, Human Concern International, UNDP, FAO, Palestinian Center for Agricultural Research and Development (PCARD), Peres Center for Peace.

**Olive Oil Without Borders**

Les oliviers sont à la base de l'économie rurale en Palestine et en Israël. Olive Oil Without Borders fait travailler ensemble des Israéliens et des Palestiniens autour de cette richesse partagée.

L'objectif est d'augmenter la production d'huile d'olive, sa qualité et sa compétitivité. Olive Oil Without Borders revalorise l'huile d'olive de cette région en travaillant sur toute la chaîne de production : producteurs, presseurs, vendeurs et consommateurs.

### *En quelques chiffres*

Le projet a été mis en place dans 6 groupes de villages (34 villages) en Israël et en Palestine. Depuis 2005, plus de 3000 palestiniens producteurs d'huile d'olives ont reçu une formation afin d'améliorer leurs techniques agricoles.

Le deuxième volet du projet, commencé en 2011, touche 2000 producteurs d'olives.

### *Concrètement*

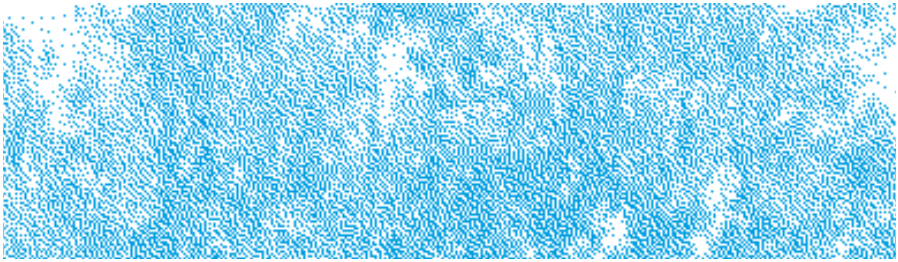
Des ateliers de formation sont mis en place pour les producteurs d'huile d'olive comprenant formations commerciales et marketing, rénovation des pressoirs, sensibilisation des consommateurs.

Plus de 2000 individus touchés par le programme verront leur revenu augmenter du fait de la revalorisation de leur activité. 400 leaders de communautés participeront à des formations techniques transfrontalières. Les activités mises en place pour la préparation des formations se font entre Israéliens et Palestiniens de manière coordonnée.



***Contact***

Charles BENJAMIN, Président de Near East Foundation – info@neareast.org
http://www.oowithoutborders.org/



2007 - 2011

Palestine - Ce projet est également mis en place en Jordanie (2011 – 2015) - Agence Française de Développement (AFD) - Palestinian Trade Center (PALTRADE), Palestinian Farmers Union (PFU), Palestinian Food Industries Association (PFIA), Palestinian Standard Institution (PSI).

## Programme d'appui aux exportations d'huile d'olive palestinienne

Les objectifs du projet sont d'améliorer la production et la qualité de l'huile d'olive afin de répondre aux exigences des standards internationaux de traçabilité et de sécurité alimentaire, et d'autre part, de développer les petites exploitations familiales d'oliviers en renforçant leurs exportations sur les marchés internationaux.

### *En quelques chiffres*

La culture de l'olivier représente plus de 80% des arbres féconds en Palestine. 95% des olives sont transformées en huile d'olive. Considérée avant comme une source secondaire de revenus, la production d'huile d'olive est devenue en 2000, la principale source de revenus pour 70.000 familles.

Le projet concerne une centaine de petites exploitations regroupées en une trentaine de coopératives, une dizaine de moulins et cinq sociétés d'exportation. L'ensemble des exploitants, salariés et leurs familles représentent environ 1500 personnes.

Quant aux exportations, Israël, qui était auparavant le principal débouché pour l'huile d'olive palestinienne, a fermé son marché. Pourtant l'huile d'olive palestinienne a un fort potentiel à l'exportation. Certains tests ont montré qu'elle pouvait être classée en première catégorie, dans les huiles d'olive extra vierge.

### *Concrètement*

Le projet comprend quatre composantes :

• Améliorer la productivité des groupes de producteurs, en renforçant leur capacité de gestion, en les formant sur les

procédures et les techniques de récolte de l'olive et le stockage de l'huile, en les aidant à produire une huile de qualité grâce à la fourniture de matériels spécialisés ;
• Contrôler la qualité de l'huile en complétant l'équipement d'un laboratoire de test selon les normes internationales, en formant de nouveaux panels de dégustateurs et en vérifiant le respect de la charte qualité pour recevoir un label de marque commerciale internationale ;
• Obtenir, pour les moulins palestiniens, la certification qualité selon les normes internationales, afin de répondre aux exigences de traçabilité et de sécurité alimentaire requises par les marchés internationaux ;
• Promouvoir les exportations par la mise en place d'une stratégie adaptée à la situation du marché régional et des coûts de production élevés après identification des marchés de niche sur lesquels les exportateurs palestiniens devront concentrer leur promotion.

L'optimisation de la production d'huile d'olive a un effet de levier sur les volumes exportés et donc sur la valeur ajoutée et la distribution des revenus générées par la filière oléicole.



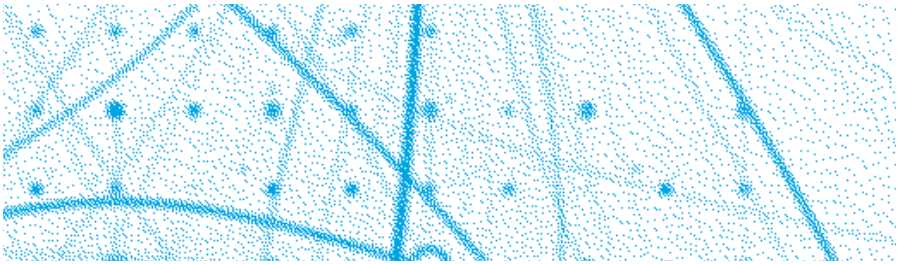
***Contact***

Marie-Pierre NICOLLET, Directrice du département « Méditerranée et Moyen-Orient », Direction des opérations de l'AFD - Marike GLEISHMAN, Coordinatrice régionale, Palestine et Jordanie - gleichmannm@afd.fr
AFD - info@afd.fr - 33 (0)1 53 44 31 31

# Réseaux d'Avenir

## Energie, infrastructures, entrepreneuriat

Le rapprochement régional en Méditerranée passe par le développement de réseaux d'avenir. Ainsi, les avancées dans le domaine de l'énergie, de l'industrie et du numérique permettent de connecter les acteurs de la région et de créer un bassin multipolaire connecté. A cela s'ajoute les réseaux d'entrepreneurs qui apportent des réponses concrètes pour favoriser les opportunités d'emploi et donc la stabilité. Les projets mis en avant dans se concentrent sur l'optimisation des infrastructures numériques et industrielles, le développement des pépinières et des incubateurs.



Décembre 2012 – Décembre 2015

Maroc, Algérie, Tunisie - Ce projet tend à se généraliser à l'ensemble des pays du bassin méditerranéen (Le projet court sur une durée de 3 ans, mais a vocation à être pérennisé)

## AREAS : Alliance for Renewable Energy Access and Support

AREAS est un projet soutenu par la Délégation Interministérielle à la Méditerranée (DiMed) et qui compte au sein de son groupe de pilotage de nombreux acteurs du financement de projets comme : CDC Climat, Agence Française de Développement (AFD), Banque Mondiale, Banque Européenne d'Investissement (BEI), Union pour la Méditerranée (UpM), Observatoire Méditerranéen des Energies (OME), Ministère des Affaires Etrangères (MAE), Direction Générale du Trésor, Babyloan, Anaxago deux plateformes de financement participatif.

L'alliance AREAS est une plateforme de fondations internationales et de co-investisseurs sur des projets d'infrastructures durables.

L'objectif est la diminution de coûts de gestion afin de permettre notamment le financement de projets de moyenne taille. L'ensemble des banques de développement multilatérales et bilatérales est intéressé par cette démarche susceptible de rendre leur participation possible dans ces projets de taille intermédiaire pour lesquelles leurs structures ne sont aujourd'hui pas adaptées.

Cette initiative vise à assurer l'information et la coordination des acteurs clés des secteurs public, privé et non-lucratif afin de permettre la structuration et le financement de projets d'infrastructures durables de taille moyenne (de 1M€ à 50 M€), notamment dans les pays du Sud de la Méditerranée. Il s'agit de projets d'énergie renouvelable, de quartiers durables (ex : infrastructures et bâtiments à faible consommation d'énergie) et d'accès à l'eau.

***Concrètement***

AREAS s'appuiera notamment sur deux piliers :

• le système d'information AREAS Online et un ensemble d'outils complémentaires de financement dont un fond de dotation ;

• une plateforme de financement participative, AREAS Crowdfunding, qui lèvera des fonds utilisés pour compléter les fonds propres des portefeuilles de projets.

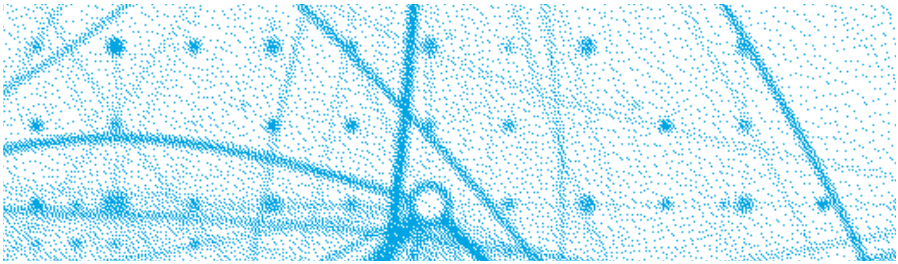
Les activités d'AREAS se structurent autour de la recherche et la labellisation de projets, d'une première structuration financière entre les grands bailleurs, les institutions financières et les fondations membres du réseau AREAS. AREAS lancera également une campagne de crowdfunding et offrira la possibilité d'ajouter un complément de financement.

La création d'un système d'information et des différents outils innovants de financements permettra à AREAS de lancer une phase de test en octobre prochain pour la plateforme de Crowdfunding. D'ici fin 2015, un vivier de projets de développement et une méthode innovante pour le financement de projets à impact économique et social sera constituée et diffusée.



***Contact***

Philippe LOREC, Chef de projet (Dimed - Pôle Financement et Marchés Internationaux)
philippe.lorec@um-elysee.fr



Mai 2010 – en cours

Algérie, Palestine, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie

**InfraMed**

InfraMed Infrastructure Méditerranée est une société par actions simplifiée de droit français, dans laquelle les sponsors investissent directement. Cinq principaux investisseurs sont à la base de ce projet: Cassa Depositi e Prestiti (CDP - Italie), Caisse des Dépôts et de Consignations (CDC -France), Banque Européenne d'Investissements, Caisse de Dépôts et de Gestion (CDG - Maroc), EFG Hermes (Egypt).

InfraMed a pour objectif de promouvoir, dans un cadre de marché, l'investissement en fonds propres dans des projets d'infrastructures urbaines, énergétiques et de transport, dans une région où les taux de croissance urbaine figurent parmi les plus élevés au monde. Il répond à la philosophie du Club des Investisseurs de Long Terme, fondé par la CDC, la CDP, la KfW Bankengruppe et la Banque Européenne d'Investissement, afin de favoriser les choix d'investissement à long terme, permettant ainsi de générer un rendement pour l'investisseur.

### *En quelques chiffres*

Le partenariat avec la CDG marocaine et EFG Hermes prendra la forme d'accords de conseils et de co-investissements avec des fonds que ces institutions vont créer dans leur pays respectif (« InfraMaroc » et « InfraEgypte ») et dont les stratégies d'investissements seront similaires à celle du fonds InfraMed. Ces co-investissements dans des projets locaux se feront sur une base paritaire, pour un montant minimum de 100 millions d'euros ou 20% de l'engagement total du Fonds InfraMed respectivement au Maroc et en Égypte, au cours de la période d'investissement.

### *Concrètement*

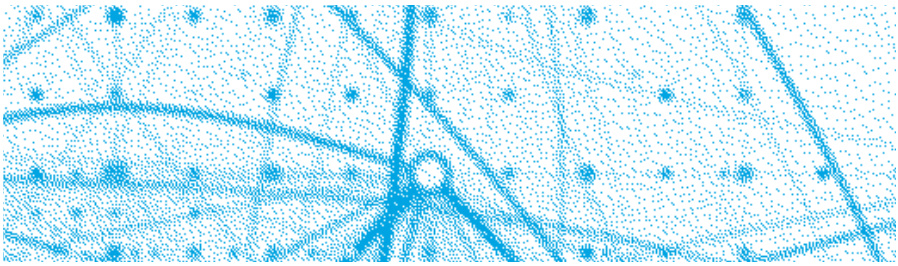
Deux conseils composent cette société : le conseil des investisseurs « Investors Board » composé de représentants de chaque sponsor et jusqu'à 3 représentants de futurs grands investisseurs, chargé de s'assurer que les investissements sont engagés conformément aux objectifs et à la stratégie d'investissement de la Société ; et le conseil stratégique « Strategic Board » composé d'experts de haut niveau chargés de délivrer des avis stratégiques à InfraMed Management SAS (le « Manager »).

La Société InfraMed Management SAS assure la gestion du fond, détenue à 100% par l'équipe de gestion indépendante. Elle identifie, évalue, sélectionne et met en œuvre tous les investissements et désinvestissements au nom de la Société. Les décisions d'investissement et de désinvestissement se prendront par le Comité des Investissements composé de 3 personnalités indépendantes et de 2 membres représentant l'équipe de gestion.



***Contact***

Florence MANGIN, Directrice des relations institutionnelles et de la coopération européenne et internationale - florence.Mangin@caissedesdepots.fr



2011 - 2014

Union Européenne, Maroc, Algérie, Tunisie, Jordanie, Turquie

## Medgrid : Faisabilité - Intérêt des interconnexions méditerranéennes à l'Horizon 2020

Medgrid est une initiative industrielle réunissant 21 entreprises du pourtour méditerranéen : Abengoa, Alstom Grid, Areva Renouvelables, Atos WorldGrid, CDC infrastructures, EDF-EDEV, Cofely Ineo, Nemo, Nexans, ONEE, Prysmian, Red Electrica, REN, RTE, Siemens, Soitec, Terna, Walid Elias Establishment.

Medgrid a pour objectif de promouvoir les interconnexions méditerranéennes : démontrer que des interconnexions transméditerranéennes sont techniquement faisables, qu'il existe des réalisations acceptables, et qu'un ensemble d'interconnexions correctement dimensionné est rentable aux plans économique et environnemental, pour les pays du Sud et du Nord.

***Concrètement***

Les principales activités de Medgrid sont:

• Des études technologiques, visant à évaluer la possibilité technique de réalisation des interconnexions; l'étude phare porte sur la faisabilité de liaisons sous-marines par 2500m de profondeur;

• Une étude des réalisations possibles d'interconnexion entre Maghreb et Europe à l'horizon 2020: quelles liaisons sous-marines, quels développements de réseaux nécessaires dans les pays de transit (Espagne, Italie): Comment, à quel coût? Quel serait le gain (économique et environnemental) apporté par les interconnexions et quelles interconnexions seraient rentables dès 2020?

• Une analyse des adaptations de réglementation, au Nord et au Sud, est nécessaire pour développer ces interconnexions et organiser des échanges d'électricité entre l'Europe et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

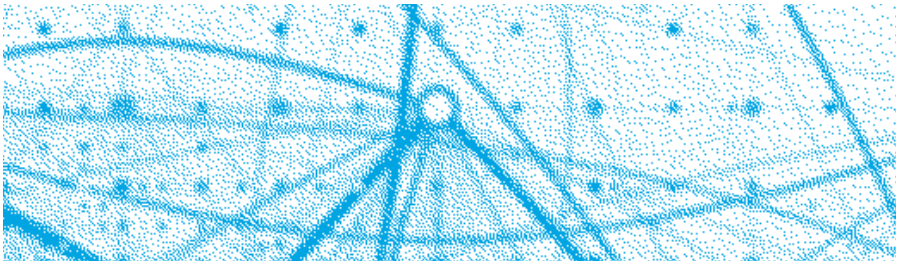
A l'été 2014 les résultats seront disponibles et montreront que des interconnexions supplémentaires sont faisables et viables dès le début des années 2020, notamment entre l'Europe et le Maghreb, via la Péninsule Ibérique et l'Italie.

Ils feront l'objet d'une large communication, vers les pays concernés de la Méditerranée et vers les Institutions Européennes, politiques et financières, et contribueront à lancer des projets concrets.



***Contact***

André MERLIN, Président exécutif de Medgrid - andre.merlin@medgrid-psm.com



Juin 2012 - Septembre 2015

Egypte, Tunisie, Libye, Maroc

**E-MedMed** Plateforme de téléformation et de services dans le domaine de la santé opéré par OCCAM en partenariat avec IITM (International Institute of Tele-Medicine), UNINETTUNO, B! technologies et Aurum audit. Pour le lancement, les interventions, sont prévues dans quatre pays : l'Égypte, la Libye, la Tunisie et le Maroc. Elles seront structurées avec des partenaires locaux et reliées grâce à une plateforme spécifiquement créée.

L'approche est basée sur des technologies standards et une connexion haut-débit accessible sur la base de la télévision numérique terrestre et satellite. Ces technologies sont fournies par la plateforme de services numériques Méditerranée.

Le cœur de ce réseau sera un hub médical multifonctionnel et central crée par OCCAM qui, relié aux hubs locaux et périphériques, donnera la possibilité aux médecins spécialistes et au personnel paramédical d'accéder depuis plusieurs hôpitaux et établissements cliniques au système ICT. Cela permet de partager des informations et des connaissances cliniques sur les services de santé en facilitant l'accès du public

### *En quelques chiffres*

Le projet doit, à terme :
• Donner accès aux soins à 10 000 personnes à travers les plateformes e-santé et le matériel ;
• Former 70 nouvelles catégories d'emploi dans les services e-santé ;
• Accroître la qualité de formation des infirmier(e)s et sages-femmes : création de 40 modules de téléformation pour les infirmier(e)s et les sages-femmes, formation de 50 sages-femmes et de 100 infirmier(e)s ;
• Mieux informer le public sur les régimes nutritionnels ;
• Améliorer la santé des mères et de leurs enfants après l'accouchement et étendre la familiarisation du public avec l'outil numérique.

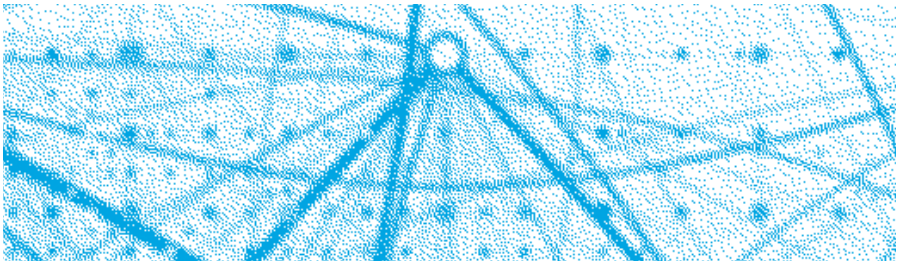
### *Concrètement*

Ce projet vise les jeunes en âge d'aller à l'école, les femmes, les étudiants des universités environnantes, le personnel soignant existant, ainsi que les personnes âgées. Il doit aboutir à terme à la formation de 150 techniciens e-santé (radiologistes, techniciens de laboratoire, techniciens en imagerie (échographie).
Cela doit se faire en quatre étapes :
• 1ère phase : évaluation des besoins de la population concernée afin de cibler les actions futures et formation d'entraîneurs locaux avec à leur tête un coordinateur. Le matériel pédagogique préparé est voué à pourvoir les services de téléformation ;
• 2ème phase : équipements techniques spécifiques mis en place grâce à des experts ;
• 3ème phase : préparation de services spécifiques et ciblés sur les besoins de la communauté concernée ; distribution de ces services selon un business plan (certains seront proposés gratuitement) ;
• 4ème phase : consolidation des processus d'apprentissage. Les services continuent d'être fournis, l'entraînement de la communauté locale également. Ceci conduit à une adaptation des services proposés, particulièrement dans les domaines de la santé et de la nourriture pour mieux calquer aux demandes du marché local.



***Contact***

Pierpaolo SAPORITO, Président de l'OCCAM - pierpaolo.saporito@occam.org - +39 02 86 99 13 92



Novembre 2014 - Novembre 2018

Espagne, Italie, France, Malte, Grèce, Slovénie, Chypre, Monténégro

19 partenaires : la Région Piémont, la Région Provence – Alpes – Côte – d'Azur, la Région Emilia – Romagna, l'Autorité décentralisée de Grèce en Crète, la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING), et l'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables (AVITEM)

## HOMER : l'Open Data en Méditerranée

« Harmonizing Open Data in the Mediterranean through better access and Reuse of public sector information ». HOMER est un projet d'ouverture des données publiques (Open Data) en Méditerranée dans le cadre du Programme MED, programme européen de coopération transnationale en Méditerranée.

L'objectif est de promouvoir l'ouverture et le partage des données publiques (Open Data) à l'échelle euro-méditerranéenne. Le projet cible en priorité cinq thématiques : énergie, environnement, agriculture, tourisme, et patrimoine culturel. HOMER est animé d'une dynamique de décentralisation : il s'agit d'un programme à portée régionale visant à référencer les données issues des portails respectifs des différentes régions membres. La priorité d'HOMER est la création de portails d'Open Data régionaux, qui se fait par la mise en place d'un référentiel commun en termes de normes législatives et techniques.

### *Concrètement*

Le projet est mis en œuvre à travers deux volets :

• Le volet « économique » : coordonné par la région Vénétie (Italie), le projet pilote « Hack4Med » consiste en l'organisation d'une série d'hackathons avec pour objectif la réutilisation par des entreprises méditerranéennes de données mises à disposition par HOMER, afin de créer des applications mobiles ou Internet tout en développant un modèle de travail collaboratif. Un hackathon est un rassemblement de développeurs organisés par équipe autour de porteurs de projet avec l'objectif de produire un prototype d'application en un temps donné.

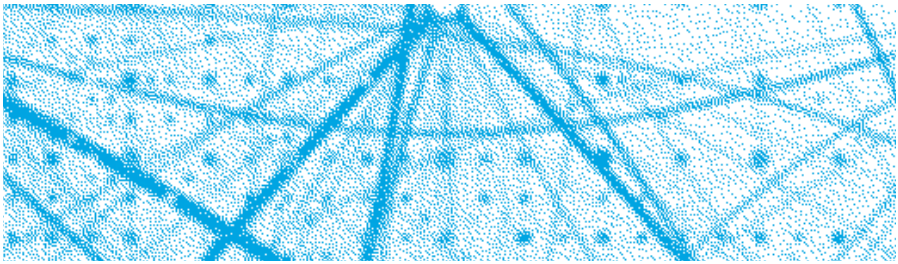
• Le volet « participation citoyenne » : organisation par la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération), la région PACA (Provence Alpes Cote d'Azur) et l'AVITEM (Agence ville et territoires méditerranéens durables), d'ateliers créatifs par thématique afin d'initier les non spécialistes à la réutilisation des données publiques (ex : associations de cyclisme et développement durable).

Fin 2013, le projet HOMER affichait un bilan positif par la réussite de la mise en place de 8 portails d'Open Data sur 13 et la réalisation de premiers échanges de données entre régions, 3000 jeux de données ont ainsi pu être échangés de façon décentralisée.



***Contact***

Thierry ARPIN-PONT, Région PACA, Chargé de mission Coopération territoriale européenne - thierry.arpin-pont@paca.pref.gouv.fr
Romain LECLERE, Région PACA, Assistant de projet « Homer » - rleclere@regionpaca.fr
Charles NEPOTE, Fondation Internet nouvelle génération (FING) - charles.nepote@fing.org
Mathilde DIOUDONNAT, AVITEM : m.dioudonnat@avitem.org
Luca GUERRETTA, Région Piémont, luca.guerretta@mail.regione.piemonte.it



2008 - 2012

Ensemble des pays du bassin méditerranéen - Euromed Héritage 4

Ce projet réunit 20 partenaires dont 14 télévisions de la Méditerranée: Rai (Radiotélévision Italienne), INA (Institut National de l'Audiovisuel-France), EPTV (Entreprise Publique de Télévision), JRTV (Jordan Radio and Television), SNRT (Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision), 2M-SOREAD (Société d'Etudes et de Réalisations Audiovisuelles), UER (Union Européenne de Radiodiffusion), ERTU (Egyptian Radio and Television Union), HRT (Hrvatska Televizija), PBC (Palestinian Broadcasting Corporation), IBA (Israel Broadcasting Authority), CyBC (Cyprus Broadcasting Corporation), TV3 (Televisio de Catalunya), TT (Télévision Tunisienne) - et 7 organismes professionnels, partenaires culturels et scientifiques de haut niveau - COPEAM (Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen), MMSH (Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme-France), CMCA (Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle), Biblioteca Alexandrina (Egypte), Uninettuno (Université télématique Internationale- Italie), Astram ( Arts, Sciences et Techniques/ Recherche Audiovisuelle et Multimédia-Université Aix Marseille).

## MED-MEM: Mémoires audiovisuelles de la Méditerranée



Med-Mem participe à la mise en valeur d'un patrimoine commun et favorise une dynamique de sauvegarde sur une plateforme numérique des archives audiovisuelles de la Méditerranée.

MedMem est un projet qui vise à rassembler un vaste ensemble de documents et d'archives audiovisuelles des pays du pourtour Méditerranéen sur une même plateforme numérique, accessible à tous gratuitement en français, en anglais et en arabe.

Les documents sont classés par thématiques ou suivant les médias d'origine: Arts, cultures et savoirs; Héritages historiques; Enjeux historiques contemporains; Paysages et Envi-

ronnement ; Tourisme et sites culturels ; Economie ; Société et mode de vie.

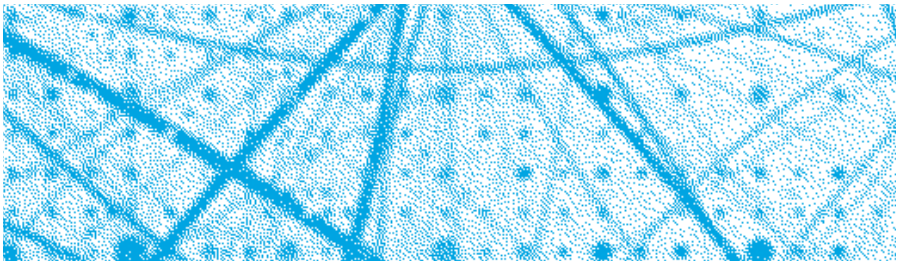
***Concrètement***

Le 12 Octobre 2012, un site internet gratuit et ouvert à tous a vu le jour avec plus de 4000 documents audiovisuels des pays du pourtour méditerranéen disponibles pour le public. Les archives (télévision et radio) sont replacées dans leur contexte historique et culturel et sont accompagnées d'une notice documentaire trilingue (français, anglais, arabe).



***Contact***

Mathieu GALLET, Président-directeur général de l'INA Président de la COPEAM
http://www.medmem.eu



2014 - 2016

Algérie, Égypte, Jordanie, Israël, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie, Turquie

**EUROMED Invest** Ce projet s'inscrit dans l'ENP (Politique Européenne de Développement) et en association avec ANIMA Investment Network dans le cadre d'un consortium constitué de 6 partenaires : Association des Chambres de commerce européennes (Eurochambres), Association des Chambres de commerce de Méditerranée (ASCAME), Union des confédérations d'entreprises en Méditerranée (BusinessMed), Fondation euro-méditerranéenne pour le développement des micros, petites et moyennes entreprises (EMDC), Chambre de commerce germano-arabe (GACIC) et Euro-Arab Business Council (EABC).

EUROMED Invest peut également compter sur un réseau de 79 organisations affiliées au projet, issues de 26 pays dont 7 des 10 pays bénéficiant de l'Instrument Européen de Voisinage (IEV). 7 organisations internationales sont également associées au projet : European Union National Institutes for Culture (EUNIC), Fondation Anna Lindh, Office de Coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO), OECD, Unité technique de l'Accord d'Agadir, Organisation Arabe pour la Développement Industriel et Minier (AIDMO) et l'Organisation des Nations Unies pour la Développement Industriel (UNIDO).

EuroMed Invest vise à renouveler l'intérêt des PME pour le marché euro-méditerranéen, d'augmenter le flux d'investissements et de projets d'affaires et de faire en sorte que l'Union européenne retrouve sa position de leader en tant que source d'investissements directs à l'étranger dans ces pays.

***En quelques chiffres***

EUROMED Invest est prévue sur une période de 36 mois, durant lesquelles 127 actions (ateliers, enquêtes, réunions d'affaires, mentoring), 15 publications et 3 plateformes web seront développées dans 26 pays.

***Concrètement***

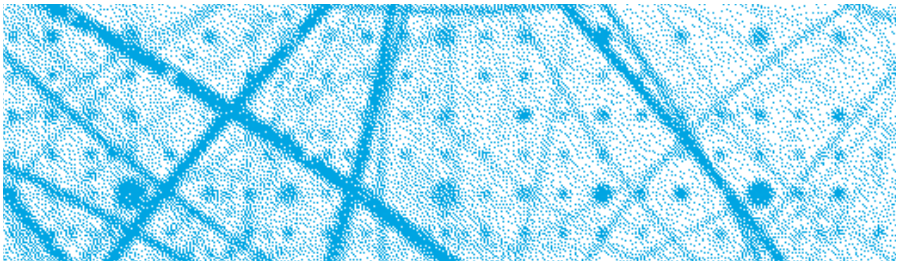
L'objectif du projet est de stimuler les affaires et l'investissement privé dans la région euro-méditerranéenne et de contribuer à un développement économique inclusif. Le projet vise à habiliter les réseaux d'affaires et d'investissement euro-méditerranéens à mettre en œuvre des stratégies ciblées en faveur du développement des PME dans des secteurs spécifiques : l'agro-alimentaire, l'eau et les énergies alternatives, le tourisme, les transports et la logistique, industries culturelles et créatives. Le projet vise principalement cinq secteurs clés : l'agroalimentaire, l'eau et les énergies renouvelables, le tourisme, les transports et la logistique, les industries culturelles et créatives.

Différents acteurs économiques bénéficieront des activités de ce projet : les agences de promotion des investissements, les agences de développement des PME, les chambres de commerce et d'industrie, les organisations professionnelles, clusters, investisseurs, financeurs privés et publics, ainsi que les réseaux de diaspora, de femmes entrepreneurs en Europe et dans les pays du sud de la Méditerranée.



***Contact***

Emmanuel NOUTARY, Délégué général d'ANIMA - emmanuel.noutary@anima.coop



2010 - en cours

Ensemble des pays de la région MENA
OCDE

## Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA

Crée en 2007, le Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA (MENA WBF) rassemble des centaines de femmes et hommes qui travaillent activement à promouvoir et à soutenir l'autonomisation économique des femmes de la région MENA (Moyen Orient – Afrique du Nord) et d'ailleurs. Les membres du réseau incluent : PDGs, gestionnaires et entrepreneurs, représentants d'associations nationales, régionales et internationales, femmes d'affaires, société civile, organisations régionales et internationales, et personnalités des gouvernements de la région et de l'OCDE.

L'objectif du Forum est triple. Il s'agit d'améliorer les politiques existantes liées à entrepreneuriat des femmes afin de leur donner une voix dans le dialogue entre secteurs publics et privés ; faciliter l'accès aux sources de financement, à l'information et au soutien managérial ; assurer une mise en place efficace des politiques entrepreneuriales dans la région.

### *En quelques chiffres*

• 1 sur 8 – le nombre de femmes de la région MENA qui dirigent leur propre entreprise, contre 1 homme sur 3
• 700 – le nombre de participants dans le réseau
• 18 – le nombre de pays participant dans le WBF, un groupe de travail national entreprend des études approfondis sur différents questions relatifs l'entrepreneuriat féminin dans la région

Seulement 27% des femmes de la région ont accès au marché du travail (contre 76% pour les hommes). Les travaux du WBF, publiés en 2012 dans Femmes en affaires : politiques de soutien à entrepreneuriat féminin dans la région MENA, ont mis en lumière quelques barrières clés auxquelles font face des femmes entrepreneurs pour créer et développer leurs entreprises, notamment la difficulté accrue d'avoir accès aux services de développement économiques ainsi qu'au financement.

### *Concrètement*

L'OCDE a lancé une plateforme interactive destinée aux femmes entrepreneurs et aux investisseurs. Ce support de dialogue et d'information est doublé d'ateliers et de formations techniques et managériales destinés aux entrepreneurs et également aux agences de soutien, aux associations et aux institutions faisant appel à l'expertise de l'OCDE. Un suivi permanent est assuré dans les 18 pays de la région MENA visés par le projet.

En 2013, une étude a été lancée afin de mieux comprendre le contexte de l'offre de financement des entreprises dirigées par des femmes. En collaboration avec l'Union des banques arabes, ce projet abouti à un guide à paraître en 2014 décrivant les solutions bancaires ou non bancaires de financement disponibles pour les femmes entrepreneurs de la région MENA.

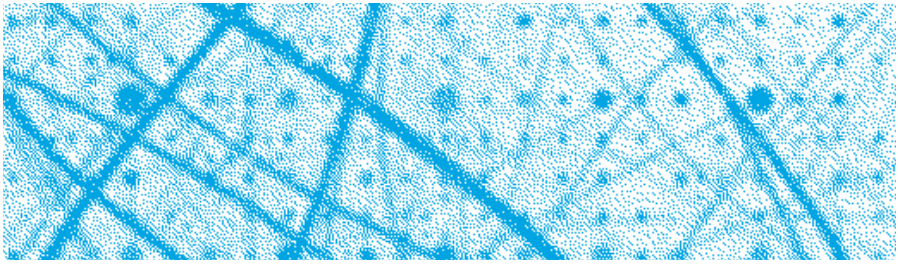
De plus, une nouvelle publication Accélérer l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA, à paraître aussi en 2014, évalue l'impact du financement bancaire sur les entreprises dirigées par des femmes, et propose des actions publiques et privé pour parer à ces lacunes. La publication examine également en profondeur les barrières principales de l'accès des femmes aux services de développement économiques et propose des recommandations ciblés à l'intention des gouvernements MENA et d'autres partis prenants tels que les associations d'entrepreneurs féminins et des organisations internationales.

Deux autres projets clés sont actuellement en cours, l'un qui examine l'impact des obstacles juridiques sur l'entrepreneuriat féminin et un deuxième projet sur le « leadership féminin » dans le monde de l'entreprise.



***Contact***

Nicola EHLERMANN-CACHE, Chef de Division par interim, Afrique du Nord et Moyen-Orient - Nicola.ehlermann-cache@oecd.org



2013 - 2015 Chacune des trois années correspond à une phase du projet. L'initiative est étendue à l'ensemble des pays de l'espace euro-méditerranéen désireux d'adhérer au projet.

**Jeunes femmes créatrices d'emploi**

Officiellement lancé le 30 Avril 2013 à Barcelone, le projet « Jeunes femmes créatrices d'emploi » a été labellisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en septembre 2011. Le projet est promu par l'Association des organisations des femmes d'affaires méditerranéennes (AFAEMME), une plate-forme euro-méditerranéenne de projets orientés vers l'égalité dans le domaine du travail et luttant pour améliorer la position légale, sociale et professionnelle des femmes.

Les partenaires du projet sont les associations nationales des femmes d'affaires des quatre pays participants : l'Association de Cadres et de Femmes d'Affaires Jordaniennes (JFBPW), l'Association de Cadres et de Femmes d'Affaires de Ramallah (BPWRC), l'Association des Femmes d'Affaires Marocaine (AFEM) et l'Association Catalane de Cadres et de Femmes d'Affaires (ACEE). Le projet est mis en œuvre avec le soutien financier du gouvernement norvégien, de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la multinationale énergétique espagnole Gas Natural Fenosa.

Le projet vise à promouvoir l'auto-entrepreneuriat et l'entrepreneuriat chez les jeunes femmes universitaires porteuses de projets d'entreprise. L'objectif est de faciliter le passage de

ces jeunes femmes universitaires à la vie professionnelle et de contribuer au renforcement du rôle des femmes tant au niveau social qu'au niveau économique au sein de la région euro-méditerranéenne. L'accompagnement de 2 500 jeunes femmes est prévu à la fin du projet.

***En quelques chiffres***

La première phase du projet a été mise en place avec succès au cours de l'année 2013 dans 32 universités au Maroc, en Jordanie, en Palestine et en Espagne. Plus de 800 jeunes femmes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé sur les moyens et outils pour créer leur propre entreprise. Des collaborations et des synergies ont été créées.

***Concrètement***

«Jeunes femmes créatrices d'emploi» soutient de jeunes étudiantes de l'espace euro-méditerranéen dans le démarrage de leur propre entreprise. La première phase du projet a été mise en œuvre en 2013 au Maroc, en Jordanie, en Palestine et en Espagne. La deuxième phase du projet a débuté en 2014 et bénéficiera à des femmes en Albanie, en Égypte et en Tunisie, en plus des quatre pays initiaux. La troisième phase, en 2015, devrait inclure la Turquie, l'Algérie, le Liban et la Croatie.

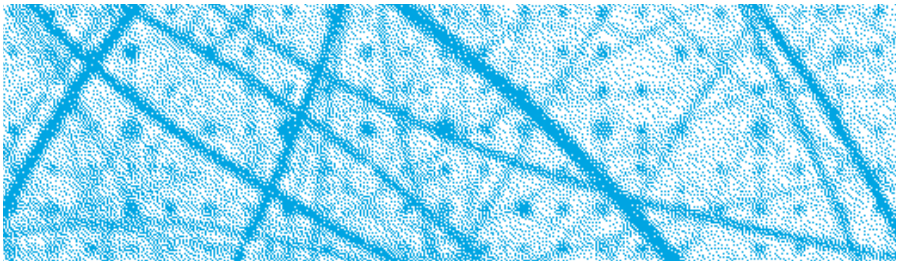
Les principales activités sont:

- organisations des Journées de l'entrepreneuriat féminin (WEDs). Ces journées offrent aux participantes une formation spécifique et un accompagnement pour la création d'entreprises. Les participantes y reçoivent des informations spécifiques relatives à la création d'entreprise, à l'élaboration d'un business plan, aux questions législatives ainsi qu'aux mesures d'incitation à entrepreneuriat au niveau national. Des femmes d'affaires qui ont réussi partagent leurs expériences personnelles.
- les Associations de femmes d'affaires nationales proposent des sessions d'accompagnement pour les jeunes femmes qui ont déjà un projet d'entreprise.



***Contact***

Union pour la Méditerranée - socialaffairs@ufmsecretariat.org - +34 93 521 41 31
http://ufmsecretariat.org/social-civil-affairs



2015 - 2018

Algérie, France, Italie, Malte, Mauritanie, Maroc, Portugal, Espagne, Tunisie et Libye

CETMO

## Parachèvement de l'axe central de l'autoroute Trans-maghrébine

Le projet « Parachèvement de l'Axe Central de l'Autoroute Trans-Maghrebine » est promu par le CETMO (Centre d'Études des Transports pour la Méditerranée Occidentale), le Secrétariat du Groupe des ministres des Transports de la Méditerranée occidentale (GTMO 5+5). Les membres du GTMO sont les ministres des Transports des dix pays concernés et la Direction générale de l'énergie et des transports, qui dispose d'un statut d'observateur. Le CETMO exerce la fonction de secrétariat et offre une assistance technique.

Ce projet rendra possible la création d'un corridor autoroutier continu d'Agadir, au Maroc, à Ras Jedir, en Libye. Il améliorera l'intégration régionale et le développement socioéconomique en facilitant les relations commerciales et la mobilité de la population de la région. Grâce à ce projet, les interconnexions autoroutières entre ces trois pays du Maghreb seront complétées.

Le but du projet « Parachèvement de l'Axe Central de l'Autoroute Trans-Maghrébine » est d'achever la construction les liaisons manquantes de la partie centrale de l'axe autoroutier trans-maghrébin, reliant les réseaux autoroutiers nationaux

algérien, marocain et tunisien. Ce projet rendra possible la création d'un corridor autoroutier continu d'Agadir (Maroc) à Ras Jedir (frontière entre la Tunisie et la Libye).

***Concrètement***

Plus de 80 millions de personnes bénéficieront de ce nouvel axe routier. Les échanges économiques seront rendus plus rapides et plus simples entre les pays d'Afrique du Nord.

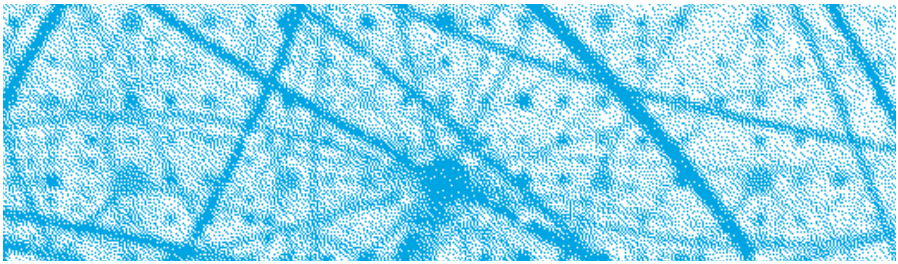
Les liaisons manquantes correspondent à celles reliant Oujda (Maroc) à la frontière algérienne (22 km) et Bou Salem (Tunisie) à la frontière algérienne. Elles devront être achevées par la construction d'une autoroute à au moins deux voies, parallèle à la côte du Maghreb.

Parallèlement à l'achèvement de l'infrastructure, les pays du centre du Maghreb désirent travailler de manière coordonnée avec le GTMO 5+5 et l'Union du Maghreb Arabe (UMA) pour la gestion de l'axe, afin de garantir sa totale interopérabilité et un service de haute qualité tout sur toute sa longueur. A cet effet, un plan d'actions, pour achever la gestion coordonnée de l'axe, est en cours de préparation par l'UpM, en collaboration avec CETMO, et sera présenté pour approbation à la Conférence des Ministres des Transports GTMO qui se tiendra en octobre à Lisbonne.



***Contact***

Salvatore D'ALFONSO, Senior project manager - salvatore.dalfonso@ufmsecretariat.org



1994 - en cours

Israël et Jordanie

## Zone Industrielle Israélo-Jordanienne « Les portes du Jourdain »

Le projet « Les portes du Jourdain » est un projet commun entre Israël et le Royaume de Jordanie pour la création d'une zone industrielle mixte des deux pays. L'idée de ce projet a été formulée pour la première fois à la suite du traité de paix entre ces États en 1994.

Le but de ce projet est de construire une zone industrielle commune. Quand, du côté jordanien, des usines israéliennes et jordaniennes seront construites, le côté israélien constituera une base logistique et servira au transfert de marchandises vers les ports d'Israël. Un pont sera construit entre les parties pour le transfert de marchandises et de piétons, sans possibilité de sortir dans le pays voisin.

L'élaboration de la zone industrielle était destinée à approfondir les relations économiques et commerciales entre Israël et la Jordanie et, par conséquent, la coopération et la stabilité dans la région. En outre, cette zone industrielle élargira les possibilités d'emploi pour les habitants de la région.

La zone industrielle est fondée sur le principe du libre échange entre les pays et les États-Unis ; dans ce cadre, une exonération d'impôts sera accordée aux produits qui seront

fabriqués dans la zone industrielle et qui seront exportés aux États-Unis.

***Concrètement***

En 1998, un accord a été signé entre Israël et la Jordanie pour la construction du parc industriel (l'accord a été ratifié par la décision gouvernementale No 5069 en 1999).

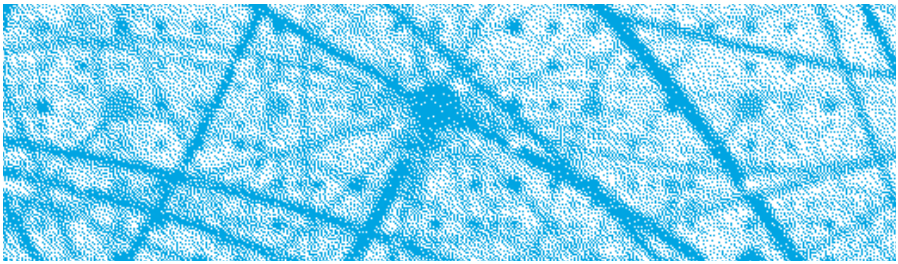
Suite à l'accord entre les pays, le gouvernement israélien a alloué une surface d'environ 24.5 hectares dans la région du Kibboutz Tirat Tzvi pour la planification de la zone industrielle, comprenant des routes et la construction d'un pont qui reliera les pays.

La Jordanie a alloué environ 700 hectares et a agi de manière à compléter la partie jordanienne (dans lequel les usines seront construites) de la zone industrielle, jusqu'à ce qu'elle parvienne à la situation opérative où elle se trouve actuellement.



***Contact***

Ministère jordanien du Commerce
Ministère israélien de la Coopération régionale
Ministère palestinien de l'industrie



Palestine, Israël, France
AFD

**Parc industriel de Bethléem**

Projet conjoint des gouvernements français, israélien, palestiniens en partenariat avec l'AFD.

La zone industrielle, qui s'étend sur 20 hectare, a été inaugurée en 2011 à la fin de la construction des bâtiments administratifs – au cours d'une cérémonie pendant laquelle le gouvernement français s'est engagé à accorder aux producteurs de la région, entre autres, des allégements fiscaux. Elle a pour but d'améliorer considérablement le secteur économique palestinien. Elle pourrait a terme être étendue sur 31 hectares.

Des accords avec plusieurs compagnies françaises ont été signés, dont Orange France Telecom - qui construira un centre d'affaires dans la zone du parc, la compagnie Schneider, des compagnies de technologies françaises -palestiniennes et autres. Le projet devrait permettre la création de 500 à 1000 emplois par an pendant cinq ans.

De plus, les compagnies palestiniennes prévues d'oeuvrer dans la zone industrielle en 2014 sont:

- Usine de papier toilette – Kar'a.
- Usine de lait – Gibrini.
- Usine de travaux de menuiserie – Manoli.
- Imprimerie – Jarashi.

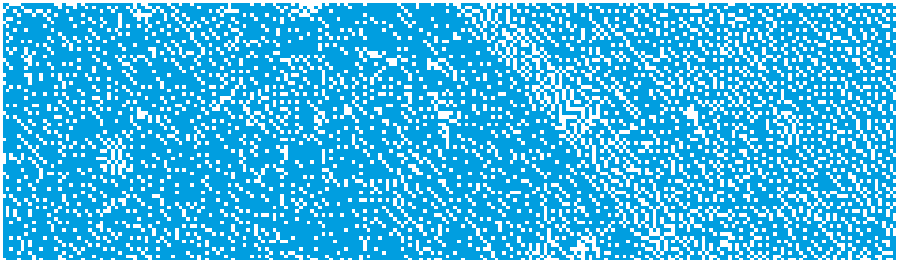
***Contact***

Bureau AFD Jérusalem
Ministère israélien de la Coopération régionale

# Cultures de paix

## Éducation, échanges, art

Le rapprochement des modes de vie participe au rapprochement des espaces. C'est pourquoi l'accent sera mis sur les initiatives dans le domaine de l'éducation et de la culture qui changent la représentation de l'autre. Les projets présentés touchent à la formation académique et professionnelle, au partage des patrimoines ainsi qu'à la production culturelle commune.



| | |
|---|---|
| 2013 - en cours | Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine, Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Palestine, Jordanie, Israël, Liban, Syrie, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Serbie, Russie |

**ERASMUS +** Pour le secteur de l'enseignement supérieur, des mobilités depuis et vers les pays partenaires seront possibles à partir de 2015. Le programme Erasmus + s'inscrit dans la Stratégie Europe 2020.

En favorisant les projets de mobilité et de coopération en Europe, le programme Erasmus + doit permettre de renforcer les compétences de tous pour une meilleure employabilité. Un soutien est apporté à l'innovation au sein d'établissements et d'organismes d'éducation, de formation. Le programme promeut une utilisation transparente et cohérente au niveau européen des outils de reconnaissance et de validation des compétences et favoriser la coopération entre pays européens et non-européens.

### *En quelques chiffres*

Ce nouveau programme d'échange est composé de trois piliers : l'éducation et la formation ; la jeunesse ; le sport. Sur l'enveloppe totale :

• 77,5% seront alloués au secteur de l'éducation et de la formation ;
• le secteur de la jeunesse bénéficiera de 10% ;
• le sport de 1,8%.

### *Concrètement*

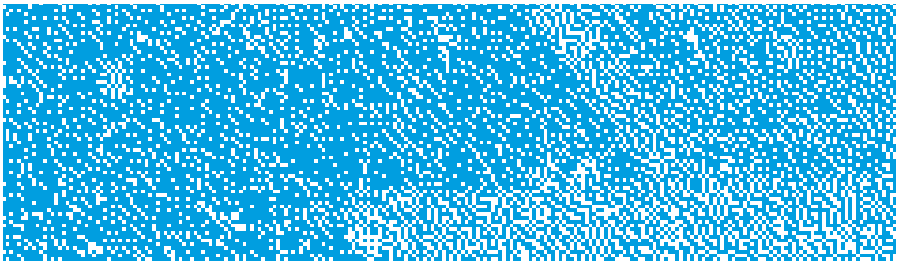
Pour ce faire, le programme Erasmus + se décline en 3 actions, dites « actions clés » :

• Action clé 1 - La mobilité à des fins d'apprentissage : Ces mobilités pourront s'effectuer depuis et vers les pays partenaires (pays hors Europe) pour l'enseignement supérieur et le secteur jeunesse. Cela concerne les membres des équipes éducatives et les personnels, les étudiants : pour période d'étude ou de stage en entreprise, les jeunes en formation professionnelle, les jeunes hors du système éducatif, les professionnels et décideurs du secteur de la Jeunesse.
• Action clé 2 - Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques : Les projets de coopération internationale et le partage d'expériences entre institutions sont renforcés. Tous les secteurs sont concernés : l'enseignement scolaire, supérieur, la formation professionnelle, l'éducation des adultes et le secteur jeunesse.
• Action clé 3 - Soutien à la réforme politique : Deux actions spécifiques, l'initiative Jean Monnet qui favorise l'enseignement, la recherche et le débat sur l'histoire, la politique, l'économie, le droit, etc, de l'Union européenne et la coopération dans le domaine du sport complètent ce nouveau programme.



***Contact***

Antoine GODEBERT, Directeur de l'Agence 2E2F – antoine.godebert@2e2f.fr
Jean-Luc PRIGENT, Directeur de cabinet de l'Agence 2E2F - Jean-Luc.Prigent@2e2f.fr
http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/index_en.htm



2005 - en cours

Jordanie, Liban, Palestine, France.

**eTwinning et eTwinning Plus**

Ce programme de la Commission européenne a été coordonné par un Bureau d'Assistance Européen en collaboration avec l'Agence Exécutive « Éducation Audiovisuel et Culture ». 33 pays y participent : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Croatie, l'Islande, la Norvège, la Suisse et la Turquie.

Partie prenante du nouveau programme Erasmus Plus, l'action eTwinning a pour but de favoriser l'apprentissage des langues et le dialogue interculturel en développant la mise en réseau numérique d'établissements scolaires de différents pays européens. eTwinning Plus est une extension de cette action à certains pays voisins de l'Europe, notamment en Méditerranée.

Il s'agit d'aider les enseignants à se rencontrer sur Internet, à collaborer et à impliquer leurs élèves dans des projets européens via le numérique. En s'inscrivant sur le site www.etwinning.net les enseignants européens rejoignent une com-

munauté d'établissements dynamiques, échangent des idées, et conçoivent ensemble des activités collaboratives. Pour les enseignants engagés avec leurs classes dans des projets d'échange, eTwinning met gratuitement à disposition une plateforme en ligne sécurisée sur laquelle un accompagnement pédagogique et technique personnalisé est proposé. eTwinning Plus est une extension d'eTwinning émanant de la politique européenne qui a pour objectif de renforcer les relations entre les pays de l'Union européenne et les pays dans son voisinage. Depuis mars 2013 elle propose une plateforme pour les établissements scolaires de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la Moldavie, de l'Ukraine et de la Tunisie.

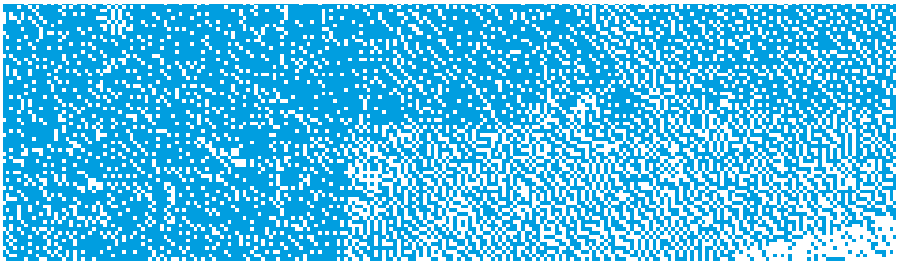
***En quelques chiffres***

De la maternelle au lycée, 5 millions d'élèves ont été touchés en 10 ans. 230 000 enseignants y travaillent avec leurs classes, 116 000 établissements sont inscrits, 32 000 projets ont vu le jour, 22 500 enseignants français sont impliqués, ainsi que 13 000 établissements, il y a chaque année environ 8000 projets qui peuvent durer quelques jours ou plusieurs mois. Des prix e-twinning sont remis chaque en fonction de la langue par l'Union européenne et par la France.



***Contact***

Marie-Christine CLEMENT-BONHOMME, Scérén-Cndp, Bureau d'assistance national français (BAN) - contact@etwinning.fr
www.etwinning.fr



Septembre 2013 - en cours

Ensemble des pays méditerranéens

## Plateforme virtuelle de formation professionnelle « Euro-Med mobilities »

Le projet a été lancé à l'initiative de l'Agence Europe-Education-Formation-France (Agence 2e2f). Il regroupe 38 partenaires dont des établissements d'enseignement supérieur (Centrale Marseille, Université d'Aix Marseille), des collectivités territoriales (Conseil général des Bouches-du-Rhône, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), des organismes de recherche (Institut de recherche pour le développement).

La zone euro-méditerranéenne se caractérise par une population en attente d'offres de formation, d'éducation et d'emploi. La mobilité à l'étranger, pour apprendre et se former, est ainsi une aspiration forte sur les deux rives de la Méditerranée. Dans cette perspective, la plateforme « Euro-Med mobilities » est dédiée à la mobilité pour la jeunesse, à l'éducation et à la formation dans l'espace euro-méditerranéen.

Dans l'objectif de favoriser la mobilité et la coopération en matière de formation dans la région euro-méditerranéenne, « Euro-Med Mobilities » propose :

• Une information sur les possibilités de coopération et de mobilité ;

• Une veille sur l'actualité des politiques pour la jeunesse et l'éducation ;

• Un espace de conseil pour la mobilité ;

• Une orientation vers les différentes offres de financement existantes.

***Concrètement***

Il s'agit d'élargir l'outil informatique et d'augmenter les capacités d'accompagnement offertes par la plateforme. Le projet cherche à impliquer un maximum d'acteurs de la région dans le projet.

La plateforme « Euromed Mobilities » (http://www.euro-med.fr/), en s'appuyant sur l'expertise de tous ses partenaires, propose une offre inédite en matière de coopération et de mobilité dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la jeunesse. Parmi les projets mis en avant par la plateforme :

• Le Service civil International au Maroc ;

• Erasmus mundus ;

• Jey - Jeunes entrepreneurs ;

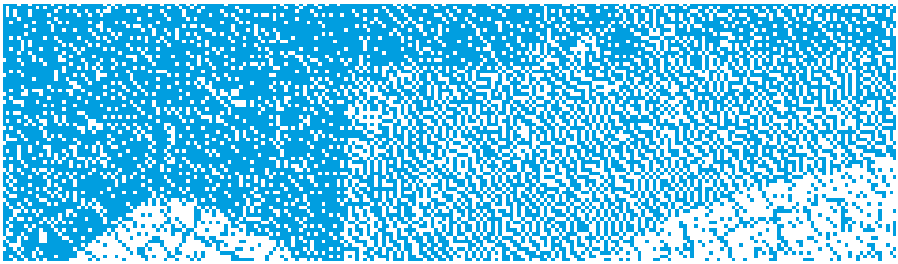
• Tempus OIPULES.

Une expérience de mobilité pour les euro-méditerranéens et des dispositifs en faveur des acteurs de l'éducation et de la formation favorisent fortement l'employabilité et facilitent le partage de valeurs communes, démocratiques et citoyennes. Ils permettent la construction d'un espace euro-méditerranéen ouvert au monde.



***Contact***

Antoine GODEBERT, Directeur de l'Agence 2E2F – antoine.godebert@2e2f.fr
Jean-Luc PRIGENT, Directeur de cabinet de l'Agence 2E2F - Jean-Luc.Prigent@2e2f.fr



2012 - en cours

Ensemble des pays de la Méditerranée

## L'Université Euro-Méditerranéenne de Fès

Labellisé en juin 2012 par l'Union pour la Méditerranée (UpM), le projet de création de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès (UEMF) est une initiative du Roi du Maroc. Le promoteur du projet est le Ministère marocain de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres. L'UEMF a vocation à être un campus régional, unique en son genre, qui contribue à promouvoir les échanges culturels et la coopération entre les deux rives de la Méditerranée dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette approche se traduira non seulement au niveau de la diversité des nationalités des étudiants, des enseignants, des chercheurs et du personnel non-académique, mais également au niveau des langues d'enseignement et du contenu des programmes de formation et de recherche.

L'objectif est de :

• Délivrer dans un environnement international des programmes de formation et de recherche de haut niveau à tous les échelons universitaires (licence, master et doctorat) ;

• Proposer une offre articulée autour de thématiques prioritaires pour le développement intégré de la région euro-méditerranéenne ;

• Promouvoir la mobilité internationale des étudiants, des enseignants et des chercheurs grâce à la construction de doubles diplômes, de diplômes conjoints et aux opportunités de stage ;
• Favoriser l'employabilité des diplômés et encourager la création de spin-offs et start-ups issus de l'université grâce à la valorisation de la recherche et de l'innovation et au transfert de connaissances et de technologie.

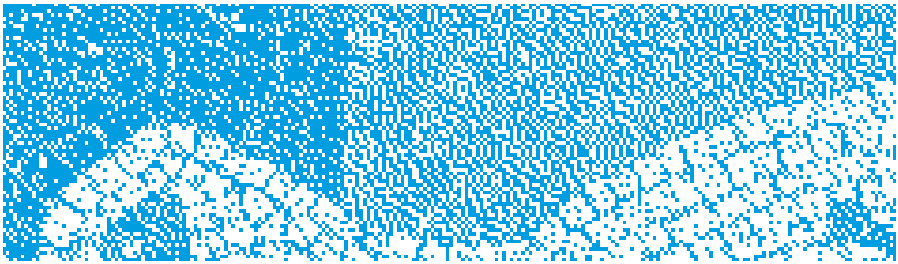
***Concrètement***

L'UEMF constitue un pôle d'excellence unique, accueillant environ 6 000 étudiants de toute la région d'ici 2024 et offrant un large éventail de programmes, des sciences humaines et sociales à l'ingénierie.

Les statuts de l'Université et des règles de fonctionnement des organes directeurs de l'Université ont été adoptés lors de l'Assemblée Générale Constitutive de novembre 2012. La construction de l'Université débutera fin 2014 et le premier bâtiment doit être finalisé en août 2015. Le campus s'étendra sur près de 20 hectares.
L'Université a commencé à recruter des ressources humaines. L'UEMF comprendra une antenne du pôle international de l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA). L'inauguration de l'institution et l'ouverture des premiers programmes auront lieu en septembre 2015.

***Contact***

Núria JOVE, Chef de projet, UpM - nuria.jove@ufmsecretariat.org
UEMF - contact@euromed.org - +212.5.377.106.91



2008 - en cours

Ensemble des pays de la Méditerranée

## « Méditerranée : Une histoire à partager » : Manuel d'histoire méditerranéenne

Le projet d'élaboration d'un manuel d'histoire de la Méditerranée - « Méditerranée : Une histoire à partager » - a été initié lors des États Généraux culturels méditerranéens, réunis en novembre 2008 par la Présidence française de l'Union européenne.Le pilotage de cette initiative est assuré par Marseille-Provence 2013, Capitale européenne de la culture, avec le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la Villa Méditerranée, du Ministère français de l'éducation nationale et de la Délégation interministérielle à la Méditerranée .

Le projet vise à offrir les moyens pédagogiques d'une approche renouvelée, présentant l'espace géographique méditerranéen en tant qu'entité historique spécifique. Un ensemble de ressources, adressé aux formateurs et aux enseignants, est ainsi proposé : un ouvrage, une plateforme numérique et des formations destinées à accompagner la mise en œuvre des programmes nationaux d'histoire. Le développement indirect de la conscience historique critique des jeunes est une condition essentielle d'une meilleure compréhension réciproque.
Le projet se caractérise par deux phases méthodologiquement

distinctes :

• Phase 1 (2009-2013) : L'élaboration du contenu du manuel d'histoire par le groupe de pilotage composé de quinze historiens et pédagogues de France, Grèce, Italie, Portugal, Egypte, Liban, Maroc et Tunisie.

• Phase 2 (à partir de 2014) : La mise en œuvre du matériel pédagogique dans les processus nationaux et régionaux de formation et notamment :

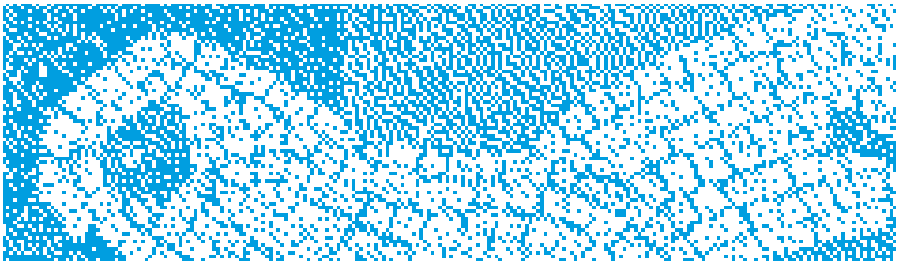
- Élaboration et expérimentation de modules de formation des enseignants et futurs enseignants par des groupes de formateurs ;
- Création d'une plateforme collaborative ;
- Présentation du matériel didactique aux autorités nationales éducatives de la région ;
- Promotion d'une approche qui met l'accent sur l'espace géographique méditerranéen, en complément de la mise en œuvre des programmes nationaux, et multi-perspective, basée sur le croisement des approches historique et d'enseignement et le dialogue interculturel.

***Concrètement***

L'édition française du manuel, est parue le 8 novembre 2013. Ses cinq chapitres retracent les périodes allant de la Préhistoire aux Printemps arabes. Le manuel et le site ont des versions française et arabe mais ont vocation à être traduits dans les autres langues de la région. L'impact du manuel a été positif à la conception des programmes et manuels nationaux et aura pour résultat le renforcement des compétences des enseignants dans l'enseignement de l'histoire et la pédagogie. Une coopération a été favorisée à l'échelle régionale en matière de recherche et d'enseignement.

***Contact***

Anne VALAT, Chef de projet - Marseille-Provence 2013 - anne.valat@marseille-provence2013.fr
Mostafa HASSANI IDRISSI, Professeur de didactique de l'histoire, Université Mohammed V de Rabat-mostafahi@hotmail.com
http://www.cndp.fr/mediterranee-une-histoire/accueil/



Septembre 2013 - en cours

Ensemble des pays de l'Euro-Méditerranée

## Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée

Labellisé par les ambassadeurs de l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2011, le projet de Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée a été endossé politiquement par la Conférence ministérielle UpM sur le renforcement du rôle des femmes dans la société. Le Réseau Universitaire et Scientifique Euro-Méditerranéen sur le genre et les femmes (RUSEMEG), le Forum Femmes Méditerranée (France), l'Institut Européen de la Méditerranée (Espagne), la Fédération de la Ligue démocratique des Femmes (Maroc), le CAWTAR (22 pays arabes) et l'État français, sont à l'origine de ce projet.

La Fondation a pour objectif de faire travailler ensemble et sur un pied d'égalité des acteurs issus d'horizons différents : les ministères des droits des femmes, les collectivités territoriales, les chercheur-es et universitaires, les associations, les entreprises.

La Fondation ambitionne de devenir un lieu identifié par les acteurs institutionnels et privés (États et Collectivités territoriales, associations, entreprises, chercheurs) comme étant un espace de référence pour la connaissance sur le genre et les rapports hommes-femmes en Méditerranée, ainsi qu'un lieu de

mise en œuvre d'actions coordonnées, cohérentes et pérennes en faveur de l'autonomisation des femmes en Méditerranée. La création d'une plateforme numérique interactive en français, anglais et arabe permettra de mettre en relations les différents acteurs de l'égalité et d'éclairer des projets visant à renforcer le rôle des femmes dans la société.

***Concrètement***

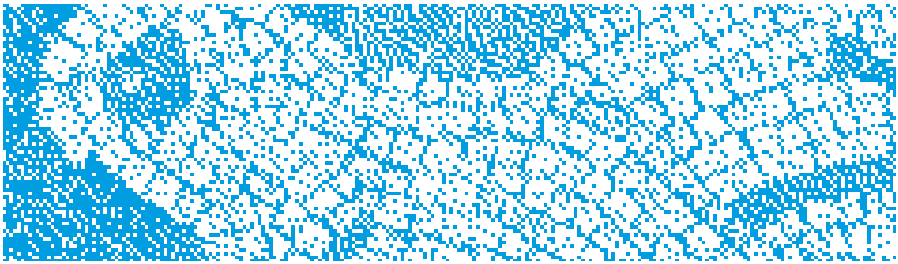
Seront mis en place :
• Des outils de connaissance : un Observatoire euro-méditerranéen pour l'égalité homme-femme, un Réseau universitaire et scientifique euro-méditerranéen sur les femmes et le genre, ainsi qu'un Laboratoire des pratiques partagées ;
• Une Banque de projets de proximité axés sur l'éducation des jeunes filles, la formation, l'accès à l'emploi, les activités génératrices de revenus ;
• Des réseaux d'acteurs impliqués dans les questions d'égalité : États, collectivités locales, associations, unités de recherche et d'enseignement et entreprises.

La plateforme de la Fondation abritera des projets tels que « Femmes d'Avenir de la Méditerranée », projet porté par Sciences Po, avec le soutien du Ministère français des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et du Ministère français des Affaires étrangères et en partenariat avec la Délégation interministérielle à la Méditerranée.

Ce projet vise à dynamiser le parcours professionnel individuel d'une vingtaine de lauréates du programme et à diffuser une culture de l'égalité en s'appuyant sur ce réseau de femmes qui devront s'engager personnellement à promouvoir l'égalité femmes-hommes dans leur pays et dans leur secteur d'activité.

***Contact***

Fédération de la Ligue Démocratique des Droits des Femmes - federation_ldf@live.fr
Center for Arab Women Training And Research - cawtar@cawtar.org
Intitut Europeu de la Mediterrania - maroque@iemed.org
Zohr MEZGUELDI, Réseau Universitaire et Scientifique Euro-Méditerrénéen sur le Genre et les Femmes - zohr.mezgueldi@gmail.com
Nathalies, PILHES, Secrétaire générale, DIMED - nathalie.pilhes@um-elysee.fr
Esther FOUCHIER, Forum Femmes Méditerranée - fouchier.esther@free.fr



**Cartooning for Peace** L'initiative Cartooning for Peace (www.cartooningforpeace.org) est née en 2006 au siège des Nations unies à New York où Kofi Annan et Plantu (actuel président de l'association) organisent un colloque « Désapprendre l'intolérance ». De cette rencontre est née l'association dont la mission est de promouvoir une meilleure compréhension et un respect mutuel entre des populations de différentes cultures et croyances en utilisant le dessin de presse comme moyen d'expression d'un langage universel. L'association compte aujourd'hui 109 dessinateurs de 42 nationalités différentes et organise des expositions, rencontres et activités pédagogiques en France et à l'étranger.

Le dessin de presse a une valeur éducative forte. Elle est au centre des activités de Cartooning for Peace depuis la création de l'association. Elle s'incarne à la fois par les rencontres des dessinateurs avec les publics jeunes (scolaires et étudiants) et par les supports pédagogiques développés spécifiquement par l'association (Livrets pédagogiques et exposition pédagogique itinérante).

### *Concrètement*

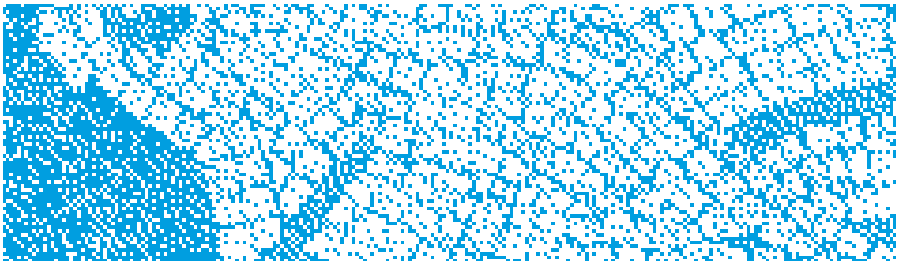
Depuis mars 2013, l'exposition itinérante Cartooning for Peace a été présentée dans plus d'une trentaine d'établissements scolaires français. Elle est traduite en anglais, en espagnol et en basque et tournera, à partir de 2015 dans les différents Instituts Français du bassin Méditerranéen.

En Octobre 2013 Cartooning for Peace était présent à Tunis où des dessinateurs de toute la Méditerranée ont été réunis pour échanger et débattre, avec les étudiants de l'école des Beaux-Arts, des écoles de journalisme et le grand public de la Foire du Livre de Tunis, du rôle et de l'impact des images dans des contextes sociopolitiques complexes.



***Contact***

Gilbert VEYRET, Trésorier - gilbertveyret@gmail.com
Alice TOULEMONDE, Directrice éditoriale - alice@cartooningforpeace.org - +33 (0)1 57 28 27 58
www.cartooningforpeace.org



2012 - 2014
Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Palestine, Liban, Jordanie
Anna Lindh, Union Européenne

## Dawrak – Citoyens pour le dialogue

« DAWRAK - Citoyens pour le dialogue » est un programme lancé par la Fondation Anna Lindh afin de fournir aux organisations de la société civile les clefs nécessaires pour mieux s'intégrer à la vie publique et contribuer ainsi à bâtir des sociétés ouvertes et plurielles.

DAWRAK cible plus particulièrement la jeunesse des pays arabes porteuse de changements sociaux et culturels dans leurs pays.

L'objectif de ce programme est d'apporter aux petits opérateurs, organisations civiles et particuliers, qui n'ont pas les moyens de se faire entendre, les outils nécessaires à la mise en valeur de leur projet.

### *En quelques chiffres*

- 9 pays ;
- 20 événements ;
- 2000 participants ;
- 30000 bénéficiaires indirects.

### *Concrètement*

Le programme propose :

• Trois formations sous formes de modules mis en place dans les différents pays : « la jeunesse dans le dialogue local » (Liban) – « les arts pour le changement social » (Jordanie) – « l'éducation à la citoyenneté interculturelle » (Tunisie) ;

• Trois programmes d'échange euro-méditerranéens de un à trois mois facilitant la mobilité des participants. Les échanges visent à développer une dynamique de réseau et des synergies entre les membres du programme. Un accent particulier est mis sur la mobilité des journalistes. DAWRAK leur propose de partager leur expérience dans au sein des rédactions des autres pays du programme ;

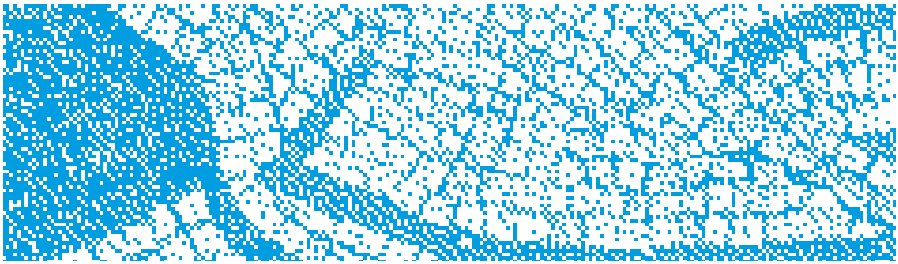
• La construction d'espaces d'échange et de dialogue dans les pays du programme.

Le projet sera clôturé par une Convention régionale des citoyens regroupant 300 à 400 bénéficiaires et partenaires.



***Contact***

Gemma AUBERALL, Chef de projet
Nagla ABED, Chargée de mission - nagla.abed@bibalex.org
www.dawrak.org



2009 - 2013

Liban, Égypte, Jordanie

**MEDLIHER: Patrimoine vivant Méditerranéen**

Commission nationale égyptienne pour l'UNESCO et le Ministère de l'enseignement supérieur égyptien ; le Ministère de la Culture du Liban, la Commission nationale Jordanienne pour l'UNESCO et le Ministère de l'Éducation Jordanien, et la Maison des Cultures du Monde, France.

Ce projet financé par l'Union Européenne vise à la mise œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO au Liban, en Égypte et en Jordanie.

« On entend par patrimoine culturel immatériel les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel» (Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel – UNESCO 2003). Ce projet se décline en quatre objectifs :

• Sauvegarder le patrimoine culturel immatériel dans les pays partenaires ;

• Renforcer des capacités des pays partenaires pour participer aux mécanismes internationaux de sauvegarde ;

• Renforcer la coopération régionale ;
• Sensibiliser l'importance de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel dans les pays participants.

***Concrètement***

La première phase dresse un état des lieux des structures, des programmes et des expériences existants en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans les États partenaires. Un premier atelier a eu lieu avec la participation de représentants gouvernementaux en charge de mettre en place et de coordonner l'état des lieux au niveau national.

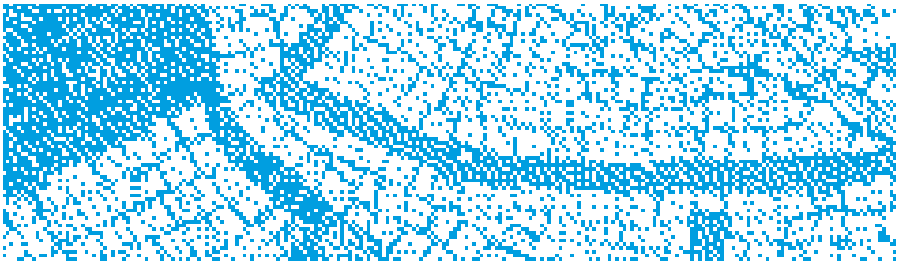
Les résultats des états des lieux dans chaque État partenaire ont été évalués et présentés lors d'une réunion avec les responsables gouvernementaux et des représentants des principales institutions/organisations actives dans le domaine du patrimoine culturel immatériel qu'ils avaient désignés. Des projets de sauvegarde nationaux et internationaux ont été préparés sur la base des stratégies et des priorités identifiées dans les évaluations de chaque état des lieux. La participation des organisations nationales et locales contribue au développement d'un réseau en ligne accessible via une interface multilingue gérée par l'UNESCO.

Plusieurs projets d'inventaires du patrimoine immatériel ont été mis en œuvre :
Égypte : « Inventaire du patrimoine immatériel du fleuve Nil » ; Jordanie : « Mise en place d'un inventaire du patrimoine culturel immatériel dans le gouvernorat de Madaba » ; Liban : « Pré-inventaire des traditions et expressions orales au Liban (en particulier la tradition Zajal) » ; projet régional : « Réalisation d'un film documentaire sur le patrimoine culturel immatériel du Liban, de l'Égypte et de la Jordanie ».



***Contact***

Susanne SCHNUTTGEN, Chef de l'unité de renforcement des capacités et des politiques du patrimoine - s.schnuttgen@unesco.org
Colette SABA TOUZAIN, Coordinatrice du projet - c.saba-touzain@unesco.org



2008 - 2012 — Ensemble des pays méditerranéens et de la région MENA
Commission européenne

**EuroMed Heritage IV** Près de 400 partenaires des États membres de l'Union européenne et des pays MENA (Algérie, Palestine, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie) ont bénéficié de ce programme au cours de ses précédentes phases.

En valorisant le patrimoine culturel, le programme Euromed Héritage soutient le dialogue entre les cultures au sein de la région méditerranéenne. Euromed Héritage 4 (2008-2012) crée de nouvelles opportunités de sensibilisation des citoyens, pour une réappropriation de leur extraordinaire patrimoine culturel commun.

Euromed Héritage IV (2008-2012) a pour but d'aider les Méditerranéens à s'approprier leur propre héritage culturel, national et régional, en facilitant l'accès à l'éducation et à la connaissance du patrimoine culturel.

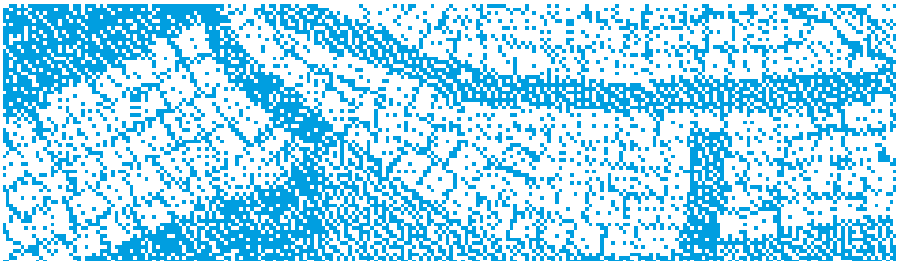
***Concrètement***

Euromed Heritage IV apporte son appui technique à douze projets :
• ATHENA : amélioration et adaptation des théâtres antiques en Algérie, Italie, Jordanie, Espagne et Tunisie ;
• ELAICH : approche du patrimoine par les liens éducatifs en Belgique, Grèce, Israël, Italie, Malte, Turquie ;
• DES FONDATIONS POUR UN AVENIR SOLIDE : participation de jeunes du Liban et de Jordanie à la promotion du patrimoine culturel ;
• HAMAMMED : sensibilisation au patrimoine culturel des hammams en Autriche, Egypte, Maroc, Syrie ;
• MANUMED II : Des manuscrits et des hommes en Algérie, Belgique, Jérusalem Est, Egypte, France ;
• MARE NOSTRUM : sur la piste des routes maritimes phéniciennes et des cités portuaires historiques de la Méditerranée – Grèce, Italie, Liban, Malte, Syrie, Tunisie ;
• MEDLIHER : sauvegarde du patrimoine méditerranéen vivant en Egypte, France, Jordanie, Syrie ;
• MED-MEM : partage du patrimoine audiovisuel de Méditerranée ;
• MONTADA : forum pour la défense de l'architecture traditionnelle en Algérie, France, Maroc, Espagne, Tunisie ;
• MUTUAL HERITAGE : intégration historique à une participation active et contemporaine (France, Italie, Maroc, Palestine, Tunisie) ;
• REMEE : redécouverte du patrimoine commun de l'eau en Algérie, France, Grèce, Maroc, Tunisie, Turquie ;
• SIWA-TANGIER : protection et défense du patrimoine matériel et immatériel en Egypte, Italie, Maroc.

Une unité régionale de suivi et de soutien (RMSU), basée à Bruxelles, a été créée dans le but d'aider les pays bénéficiaires et les partenaires à réaliser les objectifs du programme Euromed Héritage IV. En collaboration avec l'Office de coopération EuropeAide, cette unité assiste les projets pour veiller à leur mise en œuvre cohérente, à l'appropriation des projets par les populations cibles, à leur appui, et faciliter l'échange d'information et la diffusion des résultats.

***Contact***

Roxana TORAN VILLARROYA, DG Développement et Coopération EuropeAide -
roxana.toran-villarroya@ec.europa.eu
http://www.euromedheritage.net/



2014 -
en cours

## 20/20 : Histoires d'Israël et de Palestine revisitées

Porté par la Forum pour la Paix, 20/20 est une enquête photographique neutre, dégagée et apolitique de vingt événements pivots de l'histoire israélo-palestinienne, qui ont respectivement marqué les deux populations.

Conçu comme un manuel destiné à l'enseignement secondaire et supérieur, cet ensemble de photographies et de textes constitue une base documentaire à partir de laquelle les enseignants peuvent aborder ces différents épisodes de l'histoire avec leurs élèves.

Cet outil pédagogique encourage un enseignement tolérant en s'appuyant sur des éléments visuels.

### *Concrètement*

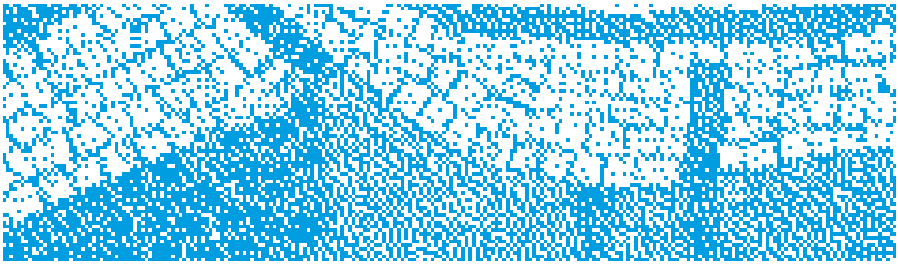
Dans la première phase du projet le manuel sera distribué dans 50 écoles israéliennes et 50 écoles palestiniennes. Parallèlement au manuel, 20/20 s'ouvrira comme une exposition itinérante pour l'étude de l'histoire israélo-palestinienne.

Le projet s'accompagne d'un site interactif où sont agrégées contributions et réactions au fur et à mesure des rencontres avec les élèves, enseignants et visiteurs de l'exposition.



***Contact***

Hally PANCER – pancer40@gmail.com - info@forumforpeace.com



1995 -
aujourd'hui

**Cercle des parents – Forum des familles**

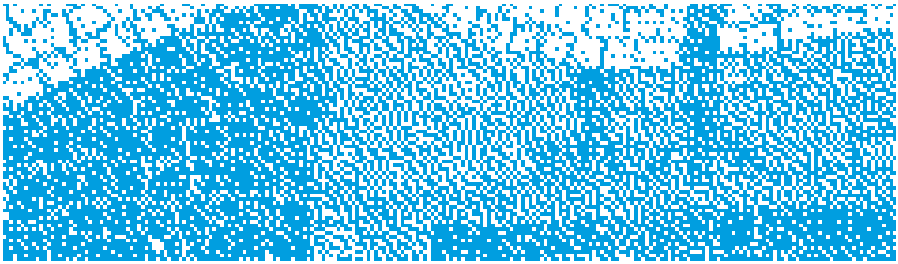
Le Cercle des parents - Forum des familles est une initiative palestinienne et israélienne regroupant plus de 600 familles ayant perdu un de leur membre dans le conflit israélo-palestinien.

L'association organise des activités culturelles conjointes avec ces familles pour encourager à la réconciliation et au dialogue. En 1998, les premières réunions ont eu lieu avec un groupe de familles palestiniennes de Gaza.

De 2000, le PCFF s'est élargi pour inclure des familles palestiniennes de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Ces nouveaux membres ont sensiblement influencé les activités de l'association.

***Contact***

Robi DAMELIN – damelin@zahav.net.il
www.theparentscircle.com



2004 - en cours

Liban

## Souk el Tayeb

Souk el Tayeb a évolué depuis 2004 d'un marché de petits producteurs à un ensemble de projets locaux et internationaux visant à promouvoir et à préserver les traditions culinaires et le patrimoine rural tout en rassemblant les communautés.

L'objectif est de célébrer la nourriture et les traditions culinaires qui unissent les femmes de différentes communautés et de soutenir agriculteurs et producteurs qui travaillent à petite échelle pour une agriculture durable. La mission de Souk el Tayeb est de créer des environnements qui permettent aux gens de différentes origines de se réunir autour d'un projet culinaire commun.

***Concrètement***

La première activité mise en place est « Tawlet ». Il s'agit de trois restaurants où chaque jour, une femme d'une région du Liban, de Syrie, de Palestine où d'ailleurs vient cuisiner ses plats traditionnels. A cela s'ajoute la création d'un marché de petits producteurs : Souk el Tayeb.

Des missions de conseils sous forme d'ateliers ou d'entretiens individuels sont mises en place pour optimiser les conditions de production des agriculteurs. A cela s'ajoutent des formations à entrepreneuriat pour des groupes de femmes ayant perdu leur travail où n'ayant pas un salaire suffisant. Il s'agit de mettre en valeur leur savoir-faire en montant leur propre entreprise de traiteur et de restauration traditionnelle.

A partir de 2013, le projet s'est étendu aux femmes palestiniennes des camps de Ain el Helwé et de Nahr el Bared. Le projet « Falastine » a été mis en place en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail et l'Ambassade de Norvège au Liban. Un projet similaire, « 100% Falastine » visait les palestiniennes de Burj el Barajneh.
Dernièrement, trois nouveaux projets ont été initiés :

• « Ataybel Zaman I et II » : élaboré en partenariat avec l'association Caritas et le UNHCR (UN High Commissioner for Refugees) a pour bénéficiaires les réfugiées syriennes de Beyouth et de Saïda ;
• « Atayed Chghel bel beit » : élaboré en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail visant les employées domestiques sri lankaises, bangladaises, malgaches, camerounaises et béninoises ;
• « Veuves de guerre » à Tripoli : projet visant à regrouper 10 veuves de guerres des quartiers de Bab el Tebbaneh et Jabal Mohsen.



***Contact***

Kamal MOUZAWAK, Fondateur de Souk el Tayeb - kamal@soukeltayeb.com
www.soukeltayeb.com

# Index

**MED PRIDE (ENPI – Banques partenaires)**
Création d'un réseau de Centres d'Excellence euro-méditerranéens soutenant la création d'entreprise et les initiatives innovantes.
Contact : Roxana TORAN, roxana.toran-villarroya@ec.europa.eu
http ://www.eumedis.net/

**SEETFEL : Le Système d'Echanges Electroniques Transméditerranéen pour les Fruits et Légumes**
Projet de simplification des échanges d'information destinés au transport des fruits et légumes labellisé par le Pôle Européen d'Innovations Fruits et Légumes (PEIFL, Avignon) et le Pôle National de Compétitivité Transport & Logistique, en partenariat avec MGI, SESIN, SRCI, la Plateforme Multimodale Pyrénées (MP²), Saint Charles International, l'Association Française des Utilisateurs du Net (AFNET), et le Laboratoire d'Informatique, du Traitement de l'Information et des Systèmes (LITIS).
Contact : Pierre FAURE, pierre.faure@dassault-aviation.fr
Rémy MARCHAND, AFNET - Responsable standards et interopérabilité

**Gestion durable de l'eau et dépollution de la Méditerranée**
Vise à mettre en vigueur des politiques de gestion durable de l'eau, à diffuser les bonnes pratiques dans la région et à soutenir l'initiative pour la dépollution de la mer Méditerranée 2009-2013 - Union européenne (ENPI), SMAP, MEDA (Water programmes).
Pays concernés : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie
Contact : Roxana TORAN, roxana.toran-villarroya@ec.europa.eu

**Projet régional de recyclage des eaux usées du bassin de Kidron / Wadi el Nar**
Projet visant à l'établissement d'un système de recyclage des eaux usées du bassin de Kidron/ Wadi el Nar. Les eaux recyclées seront par la suite utilisées pour soutenir l'agriculture et notamment la culture des palmiers dans la région de Jéricho et d'Ubiedyeh.
Contact : Ofer BRONCHTEIN, oferbro@gmail.com

**PHI-UNESCO – MedPartnership (Partenariat Stratégique pour le Grand Ecosystème Marin de la Mer Méditerranée)**
Le MedPartnership vise à favoriser une approche coordonnée et stratégique pour catalyser les réformes légales et institutionnelles et les investissements nécessaires afin d'inverser les tendances à la dégradation affectant ce vaste et unique écosystème marin, ainsi que ses habitats côtiers et sa biodiversité. Pays concernés : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Egypte, Liban, Libye, Maroc, Monténégro, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie.
Contact : strategic.partnership@unepmap.gr

**DIKTAS (Dinaric Karst System) – Water Integrated Sustainable Management System**

DIKTAS est un projet crée afin de mieux comprendre les ressources d'eaux souterraines de la région des Alpes Dinariques et pour encourager à une utilisation équitable et durable. Soutenu par UNDP, et l'UNESCO -IHP. Pays concernés : Albanie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie.
Contact : +31 6 12656183 / + 387 66197916
http ://diktas.iwlearn.org/

**Valorisation des Paysages culturels de l'agropastoralisme méditerranéen**

L'UNESCO a élaboré et mis en œuvre un projet visant à la valorisation des paysages culturels comme moteur de développement territorial. La démarche proposée s'inscrit dans les suites de l'exercice du Rapport périodique sur l'application de la Convention du patrimoine mondial pour la Région Europe (2001-2006) et dans la Région États arabes (2008-2010), dont les conclusions préconisent entre autres l'identification et la valorisation des paysages culturels.
Contact : Karim HENDILI, k.hendili@unesco.org +33-(0)1-4508-1571
Marie-Noel TOURNOUX, mn.tournoux@unesco.org +33-(0)1-4568-1084
Mechtild ROSSLER, m.rossler@unesco.org +33(0)1-4568-1891
lerin@iamm.fr

**MEDREG**

MEDREG a pour but de promouvoir l'harmonisation progressive du cadre réglementaire et législatif euro-méditerranéen, encourageant ainsi l'intégration des marchés de l'énergie et les investissements dans les infrastructures, et permettant d'assurer la protection des consommateurs.
MEDREG bénéficie du soutien de ses membres, de l'Union européenne, ainsi que du Conseil européen des Régulateurs de l'Energie (CEER).
Pays concernés : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, la Croatie, Chypre, Egypte, France, Grèce, Israël, Italie, Jordanie, Libye, Malte, Monténégro, Maroc, Autorité palestinienne, le Portugal, la Slovénie, l'Espagne, la Tunisie et la Turquie.
Contact : Associatiation of the Mediterranean Regulators for Electricity and Gas
info@medreg-regulators.org +39 02 655 65 563

**Free Zone Trade Centre - Jénin and Gilboa**

Création d'une free zone de produits agricoles et agro-alimentaires.
Pays concernés : Israël et Palestine
Contact : Région de Gilboa / Maire de Jénin

**Création d'un marché du gaz entre l'Europe et le Machrek (EAMGM I et II)**

Ce projet vise à soutenir le développement d'un marché intégré du gaz entre cinq pays en vue de créer un marché régional du gaz et en guise de première étape vers l'intégration dans le marché du gaz européen. 2005 – 2013
Pays concernés : Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie.
Contact : Neda Markovic, neda.markovic@humandynamics.org

**Maghreb entrepreneurs & Tuensa**

Acim (Agence de l'entreprenariat en Méditerranée) intervient dans le renforcement des compétences et savoir-faire des structures de l'aide à la création et au développement d'entreprises : formations, visites d'étude, stages d'immersion, conseil-expertise et appui sur le terrain, élaboration d'outils. Ce transfert de compétences vise à la pérennisation des actions et l'autonomisation des acteurs par une co-construction des programmes de formation avec les structures bénéficiaires.
Près de 100 acteurs de la création d'entreprises sont formés chaque année en Tunisie et au Maroc.
Contact ACIM : Tél. +33 (0) 4 91 02 62 69

**L'Alliance Franco-Tunisienne pour le Numérique (AFTN)**

L'objectif de l'Alliance franco-tunisienne pour le numérique est de développer des binômes franco-tunisiens pour répondre aux appels d'offres internationaux dans le secteur du numérique et conquérir des marchés à forte croissance, avec pour priorité le bassin méditerranéen et l'Afrique subsaharienne. Partenaires : Get IT, INFOTICA, ACEPT, TACT, CONECT IT, le MINCOM, CEPEX, le Ministère français du Commerce Extérieur, la Délégation interministérielle à la Méditerranée (DiMed), ADETEF, Ubifrance, la DGCIS, le MEDEF International, l'Ambassade de France en Tunisie, Cap Digital, Syntec Numérique, et Systematic.
Contact : Guillaume ALLARD, Chargé de mission AFTN guillaume.allard@ubifrance.fr, + 216 71 105 095
Antoine Tristan MOCILNIKAR, DiMed, Responsable Numérique antoine-tristan.mocilnikar@um-elysee.fr, + 33 (0)1 40 58 78 00

**L'Initiative 5+5 Défense**

Fondé sur les principes de volontariat, de consensus et d'économie des moyens, ainsi que sur une approche pragmatique et non-institutionnelle des questions de défense et de sécurité, le 5+5 Défense confirme sa pertinence comme instrument privilégié de coopération (40 activités planifiées pour l'année 2014).
Pays concernés : Algérie, Tunisie, France, Espagne, Italie, Portugal, Libye, Maroc, Mauritanie, Malte.
Grands projets :
• CEMRES – M. Flavien BOURRAT, chercheur à l'IRSEM, représentantde la France au collège d'experts du CEMRES : flavien.bourrat@defense.gouv.fr
• Collège 5+5 - Colonel BELLAMY, Secrétaire permamant du Collège 5+5, gilles.bellamy@intradef.gouv.fr
• Surveillance maritime – LV. SEGUIER, état-major de la Marine, remi.seguier@intradef.gouv.fr

**Antigone - Coproduction Théâtre National Palestinien et Théâtre des Quartiers d'Ivry**

Consulta Général de France à Jérusalem, Centre Culturel Français Chateaubriand, service de coopération italien du Ministère des Affaires Extérieures, TAM, Groupe des 20 théâtres en Ile-de-France
Pièce d'Antigone de Sophocle réunissant les acteurs du théâtre National Palestinien autour du metteur en scène Adel Hakim.
Contact : Théâtre d'Ivry, 0033 1 46 70 21 55

**Développement du secteur privé dans la région sud de la Méditerranée**

Ce projet soutenu par l'ENPI vise à encourager la création d'un environnement propice aux micro-entreprises et aux petites et moyennes entreprises (PME) dans la région du Sud de la Méditerranée, à développer des réseaux euro-méditerranéens de qualité offrant un soutien et des services adéquats pour investir. Ce projet met aussi en avant le potentiel des industries culturelles et créatives par le biais d'initiatives pilotes pour promouvoir la croissance inclusive. 2013 - 2016
Contact : Roxana TORAN roxana.toran-villarroya@ec.europa.eu

**LOGISMED - TA**

A travers une approche autant nationale que régionale, l'objectif de LOGISMED - TA est :
• d'augmenter la quantité de formations offertes et de développer les compétences des gestionnaires de plateformes logistiques ;
• d'améliorer la performance du secteur logistique de la région méditerranéenne ;
• de contribuer à la création d'un réseau euro-méditerranéen de plateformes logistiques plus compétitif et efficace.
Partenaires : UpM - BEI - Commission européenne - Partenariat de Deauville - Gvt Tunisie, Maroc, Egypte
Contact : UpM +34 93 521 41 41 transport@ufmsecretariat.org

**MEDiakitab**

Initié en 2009 par le COBIAC et Zinc ECM, le projet Mediakitab vise à développer une plate-forme euro-méditerranéenne pour l'accès à la connaissance par le livre et le multimedia. Partenaires : COBIAC (Collectif de Bibliothécaires et Intervenants en Action Culturelle) et Zinc ECM. Soutenu par Euromed Jeunesse en Action, la Fondation Seydoux, la Ville de Marseille et la Région PACA (Cités Unies France).
Contact : COBIAC, + 33 4 42 28 53 46 / + 33 6 78 86 74 57 contact@cobiac.org

**Pèlerinage en décalage**

Pèlerinage en décalage est une invitation à se plonger, le temps d'un festival, au cœur d'une nébuleuse de microcosmes qui composent les sociétés israéliennes et palestiniennes.
Pays concernés : France, Israël, Palestine
Contact : Ines WEILL-ROCHANT, ines@pelerinageendecalage.com
Kenza ALOUI, kenza@pelerinageendecalage.com

**Surfer pour la Paix**

Communauté de surfeurs basés à Tel-Aviv, Israel, Surfing 4 Peace veut dépasser les frontières culturelles et politiques pour réunir les surfeurs des pays du Moyen-Orient.
Surfing 4 Peace initie des projets de coopération entre communautés, des évènements et campagnes basées sur le surf et la 'beach culture' s'appuyant sur le dialogue inter-culturel et la pratique partagée du surf.
Pays partenaires : Chypre, Malte, Grèce, Italie, France, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Lybie, Egypte, Gaza, Israel, Liban, Syrie et Turquie
Contact : + 33 9 70 40 62 40 contact@surferpourlapaix.org

**Fonds fiduciaire pour les aires marines protégées de Méditerranée (Voir projet**

**MEDPAN)**

L'initiative de création d'un fonds fiduciaire dédié au financement des Aires Marines Protégées de Méditerranée a été officiellement lancée par S.A.S. le Prince Albert II de Monaco et le Ministre français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, M. Philippe Martin en 2013. A cette occasion, le gouvernement Tunisien a apporté son soutien à cette initiative. Il est ouvert à toutes les parties.
Contact: Romain DISSAUX, Direction des affaires européennes et internationales, Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie romain.dissaux@developpementdurable.gouv.fr

**Réseau « Mixité et Gouvernance autour de la Méditerranée »**

Le réseau a pour objectif global de renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes dans la région méditerranéenne.
Cet objectif global se décline en deux objectifs spécifiques:
- Renforcer la place des femmes hautes fonctionnaires des pays de l'Euro-Méditerranée
- Constituer une force de proposition pertinente en mesure d'influencer les politiques publiques dans le sens de la bonne gouvernance.

Contact: DiMed

**Réseau Méditerranéen de Santé Animale (REMESA)**

Depuis 2009 le REMESA entend contribuer à l'amélioration de la prévention et de la lutte contre les principales maladies animales transfrontalières et les zoonoses dans les 13 pays méditerranéens membres via le renforcement des compétences et des capacités nationales et régionales, l'harmonisation et la coordination des activités de surveillance et de contrôle.
Partenaires: FAO, OIE
Pays concernés: Algérie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal et Tunisie.
Contact: Monique Eloit, Directrice Générale adjointe de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale, 12 Rue de Prony 75017 – Paris France

**VTS/VTMIS visant à améliorer la sécurité maritime en Méditerranée Occidentale**

Cette action s'inscrit dans le programme de travail du GTMO 5+5 (Algérie, Espagne, France, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal et Tunisie), ratifiée lors de la Conférence de ministres du GTMO 5+5, à Alger en mars 2012. Il s'agit du deuxième projet « transports », après le projet de la création d'une autoroute trans-maghrébine, que le GTMO 5+5 envisage de présenter à l'UpM en vue de sa labellisation
Contact: Saki ACIMAN BEHAR, Centre d'études des transports pour la Méditerranée Occidentale www.cetmo.org - cetmo@cetmo.org

# Remerciements

Le Comité organisateur remercie la Présidence de la République française, toute l'équipe de la Délégation interministérielle pour la Méditerranée (DiMed), la direction Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO) du Ministère des Affaires étrangères, le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, les ambassadeurs et consuls de France dans les pays du bassin méditerranéen, ainsi que le consulat d'Espagne à Jérusalem, le Ministère palestinien de l'eau, l'équipe du Sénat français, l'équipe du Forum international pour la Paix, Dead Sea Drainage Authority, la Fondation Alma nostra.

Nous remercions également tous les porteurs de projet qui chaque jour rendent possible la coopération dans l'espace méditerranéen.

**Ofer Bronchtein**
Président du Forum pour la Paix
oferbro@gmail.com
www.forumforpeace.com
+336 71 20 99 24

Forum International pour la Paix
International Forum for Peace
المنتدى الدولي للسلام
הפורום הבינלאומי לשלום

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

SÉNAT

Union pour la Méditerranée
Union for the Mediterranean
الإتحاد من أجل المتوسط

rfi

FRANCE 24

MCD
مونت كارلو الدولية

FRANCE MÉDIAS MONDE